

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/TPR/M/81
9 avril 2001

(01-1806)

Organe d'examen des politiques commerciales
26 et 28 février 2001

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

GHANA

Compte rendu de la réunion

Président: S.E. M. Pekka Huhtaniemi (Finlande)

	<u>Page</u>
I. REMARQUES PRÉLIMINAIRES DU PRÉSIDENT	3
II. DÉCLARATION LIMINAIRE DU REPRÉSENTANT DU GHANA	4
III. DÉCLARATION DU PRÉSENTATEUR.....	7
IV. DÉCLARATIONS DES MEMBRES DE L'ORGANE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES.....	12
V. RÉPONSES DU REPRÉSENTANT DU GHANA ET AUTRES OBSERVATIONS	16
VI. REMARQUES FINALES DU PRÉSIDENT	19
ANNEXE I QUESTIONS PRÉLIMINAIRES ÉCRITES	21
ANNEXE II RÉPONSES PRÉSENTÉES PAR LA DÉLÉGATION DU GHANA.....	35

I. REMARQUES PRÉLIMINAIRES DU PRÉSIDENT

1. Le deuxième examen des politiques commerciales du Ghana a eu lieu les 26 et 28 février 2001. Le Président a souhaité la bienvenue à la délégation du Ghana, dirigée par l'hon. Dr Kofi Konadu Apraku, Ministre du commerce et de l'industrie, et au présentateur, M. V.P. Haran (Inde). Comme à l'accoutumée, le présentateur s'exprimerait à titre personnel. Conformément à la procédure établie, le présentateur a fourni d'avance un aperçu des principaux points qu'il se propose de soulever (WT/TPR/D/60).

2. Le Président a rappelé l'objet des examens des politiques commerciales et les procédures de déroulement de la réunion. Le rapport du gouvernement du Ghana avait été publié sous la cote WT/TPR/G/81 et celui du Secrétariat de l'OMC sous la cote WT/TPR/S/81. La délégation du Ghana avait reçu copie des questions écrites présentées par les délégations de: Suisse; Canada; Hong Kong, Chine; Union européenne; Japon et États-Unis (annexe 1). Les réponses écrites que la délégation ghanéenne a fournies à ces questions et à d'autres figurent à l'annexe II.

II. DÉCLARATION LIMINAIRE DU REPRÉSENTANT DU GHANA

3. Le représentant du Ghana s'est dit heureux de participer, à titre de nouveau Ministre du commerce et de l'industrie du nouveau gouvernement, au deuxième examen des politiques commerciales du Ghana. Sa présence montrait que le gouvernement accordait une grande priorité et une grande importance à l'examen.

4. De 1993 à 1998, le PIB réel du Ghana avait connu une croissance annuelle moyenne de 4 pour cent, tandis que le taux d'inflation avait chuté à moins de 20 pour cent. Le pourcentage du déficit global avait été ramené à 8,1 pour cent du PIB alors que celui de l'excédent primaire intérieur avait atteint 3,6 pour cent. Sauf en 1996, la balance des paiements globale avait été régulièrement excédentaire jusqu'en 1998 et le ratio balance courante extérieure/PIB avait baissé régulièrement pour tomber à 4,7 pour cent en 1998.

5. Depuis 1999, l'économie subissait les répercussions d'une détérioration très prononcée des termes de l'échange et avait connu une situation macro-économique difficile en 2000. Elle avait également été aux prises avec une dépréciation rapide et prononcée du cedi, une baisse marquée du prix du cacao et de l'or et une hausse importante du prix du pétrole. L'aide reçue avait également été bien inférieure aux prévisions. La convergence de ces facteurs avait contribué à la détérioration des balances financières interne et externe du Ghana en 2000. La croissance du PIB réel était passée de 4,7 pour cent en 1998 à 4,4 pour cent en 1999 et, provisoirement, à 3,7 pour cent en 2000, soit bien en deçà des 5 pour cent prévus. Le déficit budgétaire global, sur la base des engagements, s'était détérioré en 2000 pour passer à 9,3 pour cent du PIB, contre 8,2 pour cent en 1999, principalement en raison des frais d'intérêts externes plus élevés découlant de la dépréciation du cedi. Le pourcentage visé avait été établi à 5,5 pour cent. Les recettes des privatisations avaient aussi été bien inférieures aux prévisions. Ces conditions avaient obligé le Ghana à emprunter plus d'argent que prévu. Sur le plan externe, la balance des paiements avait enregistré un déficit global de 194,7 millions de dollars EU, tandis que le déficit de la balance courante, y compris les subventions officielles, avait atteint 10,6 pour cent du PIB.

6. Pour réduire au minimum les effets dévastateurs de ces développements négatifs sur l'économie du Ghana, le nouveau gouvernement s'était immédiatement attaqué à l'énorme déficit en vue d'équilibrer le budget d'ici la fin de 2004. Le gouvernement avait toujours pour objectif principal de transformer l'économie du Ghana, qui était largement contrôlée par l'État, en économie de marché libéralisée. Les politiques continuaient d'être principalement axées sur la stabilisation macro-économique. Les mesures budgétaires seraient renforcées et chercheraient essentiellement à limiter les dépenses du gouvernement central et à rationaliser la fiscalité.

7. Comme le Ghana représentait une petite économie au marché intérieur très restreint, il avait décidé de recourir aux exportations pour stimuler la croissance à moyen et à long terme. Par conséquent, ses objectifs de politique commerciale s'appuyaient sur cette stratégie axée sur les exportations. Comme le Ghana exportait quelques produits primaires vulnérables en cas de fluctuations des prix sur les marchés internationaux, il avait pour principal objectif de développer les secteurs exportateurs et de diversifier la production, particulièrement celle des produits à valeur ajoutée. Le succès du Programme de porte d'entrée et de sortie du gouvernement était important; il visait aussi à relier le Ghana à la sous-région de la CEDEAO. La politique commerciale avait aussi pour objectif de développer un secteur manufacturier capable de soutenir la concurrence internationale, de produire efficacement et d'accroître les possibilités commerciales sur les marchés d'exportation.

8. Les mesures récentes de réforme de la politique commerciale visaient à éliminer les effets de distorsion du régime tarifaire et à harmoniser la structure des droits et les niveaux régionaux en vue d'accroître la compétitivité internationale des industries locales. Les mesures de réforme tarifaire visaient maintenant à resserrer la portée des exemptions, à réduire la dispersion des taux et à rabaisser

les niveaux globaux. La structure actuelle des droits d'importation consistait en quatre droits: zéro pour cent et 5 pour cent pour les produits primaires, les biens d'équipement et biens de consommation de base; 10 pour cent pour les matières premières/intermédiaires; et 20 pour cent pour les produits de consommation.

9. En avril 2000, le gouvernement avait imposé, à titre de mesure temporaire, une taxe spéciale à l'importation de 20 pour cent sur environ 32 articles couvrant quelque 7 pour cent de l'ensemble des lignes tarifaires. Cette taxe avait pour objectif de diminuer les dépenses en devises consacrées aux importations considérées comme non essentielles et de générer des recettes accrues pour contrer la baisse marquée du prix des principales exportations du Ghana, soit l'or, le cacao et le bois d'œuvre, ainsi que la montée en flèche des prix du pétrole et l'insuffisance des capitaux étrangers. La portée de la taxe spéciale à l'importation avait récemment été revue et réduite à 26 articles représentant environ 5 pour cent des lignes tarifaires, et elle le serait de nouveau pour assurer la transparence et la compétitivité accrue du régime commercial du Ghana. Une taxe sur la valeur ajoutée avait été introduite en décembre 1998 et son taux était passé de 10 pour cent à 12,5 pour cent dans le budget de décembre 2000; elle s'appliquait aussi bien aux marchandises produites dans le pays qu'aux importations.

10. Le Système d'inspection au lieu de destination (DIS) du Ghana avait remplacé le système d'inspection avant expédition à compter du 1^{er} avril 2000. Le Système informatisé de gestion des risques (CRMS) constituait une composante importante du nouveau système et permettait de recueillir et d'analyser de l'information pour établir le niveau de risque de chaque expédition. Le niveau de risque global ou "cote de risque" servait à déterminer si une expédition pouvait être dédouanée par un "circuit vert", un "circuit jaune" ou un "circuit rouge". Le CRMS prévoyait donc le ciblage sélectif des expéditions pour accélérer le dédouanement pour les importateurs authentiques ou de bonne foi.

11. La base de données sur le prix des transactions (TPD) constituait une autre composante du DIS. Cette base de données aidait le Service des douanes à analyser les prix courants avec exactitude et permettait au Ghana de mettre efficacement en œuvre l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. Le Système de balayage aux rayons X, troisième composante du DIS, permettait de vérifier le contenu d'un conteneur. Les inspecteurs pouvaient ainsi prendre rapidement et de façon fiable la décision de retenir ou de dédouaner un conteneur sans devoir l'ouvrir. Cela permettait de réduire de temps d'inspection nécessaire pour confirmer le contenu d'un conteneur. En outre, les conteneurs restaient moins longtemps dans les ports du Ghana, ce qui en rendait l'exploitation moins coûteuse.

12. Ce nouveau système avait pour objectif de faciliter le commerce par un système efficace de contrôle des importations permettant de vérifier les pertes de revenus grâce à une évaluation impartiale des droits de douane et des taxes à percevoir, ce qui avait pour effet de limiter les possibilités de fraude, de fraude fiscale et de discrimination fondée sur les prix. Comme tout nouveau système, le DIS avait eu quelques problèmes de rodage. Il se produisait encore des retards à certaines occasions, surtout parce que les importateurs ne se conformaient pas entièrement aux procédures établies. On espérait cependant régler ces problèmes avec le temps et par des mécanismes de sensibilisation.

13. Faute des capacités voulues, le Ghana avait eu de la difficulté à remplir les obligations qu'il avait contractées dans le cadre de l'OMC. Par exemple, le Ghana n'avait pu adopter les lois nécessaires en matière de propriété intellectuelle dans les délais de transition prévus par l'Accord sur les ADPIC, malgré les efforts considérables qu'il avait déployés dans ce sens. Par contre, cette question figurait au sommet des priorités du programme législatif du nouveau Parlement du Ghana. Comme le Ghana s'efforçait de remplir ses obligations, il lui avait été impossible de tirer pleinement parti de l'assistance technique offerte par l'OMC en raison de l'insuffisance de ses capacités sur le plan de l'offre et des contraintes liées à l'offre.

14. Le Ghana comptait prendre, dans le cadre des négociations en cours dans le secteur de l'agriculture et des services, des engagements à la mesure de son niveau de développement, de façon que ses échanges et ses régimes d'investissements deviennent plus prévisibles. Mais le Ghana s'attendait aussi à ce que, par mesure de réciprocité, ses partenaires commerciaux s'attaquent aux questions qui lui étaient les plus pressantes. En particulier, il fallait régler de toute urgence les problèmes liés à la mise en œuvre des Accords de l'OMC en général et à la concrétisation des dispositions relatives au traitement spécial et différencié.

15. Le Ghana appréciait l'importante assistance technique que lui avait prodiguée le Secrétariat de l'OMC, ainsi que son inclusion parmi les bénéficiaires du Programme d'assistance technique intégré conjoint. Le Ghana continuerait de solliciter divers types d'assistance technique pour accroître sa participation aux travaux de l'OMC et espérait que cette aide lui serait accordée. Il a prié l'OMC d'approuver rapidement la proposition d'accroître les fonds du budget régulier consacrés à l'assistance technique.

16. Dorénavant, la politique commerciale du Ghana tendrait surtout à améliorer davantage le cadre politique et réglementaire du pays pour assurer la croissance et le développement du secteur privé. Le Président avait fait cette déclaration dans son récent discours sessionnel à la nation. Le partenariat entre les secteurs privé et public se trouvait au cœur de la stratégie gouvernementale. Les entrepreneurs seraient invités à rendre le secteur privé plus énergique, dynamique et innovateur, afin de mieux soutenir la concurrence des marchés mondiaux. Le Ghana avait pour ultime objectif de devenir un des premiers pays agro-industriels d'Afrique d'ici 2010.

III. DÉCLARATION DU PRÉSENTATEUR

17. Le présentateur, M. V.P. Haran, a fait référence à l'engagement soutenu qu'a pris le nouveau gouvernement de libéraliser l'économie, ainsi qu'aux garanties fournies par la délégation ghanéenne, portant que le gouvernement s'emploierait à accélérer le pas dans ce dossier. Au cours de la dernière décennie, des transformations importantes s'étaient opérées au Ghana sur les plans politique et économique. La démocratie s'était enracinée davantage grâce à l'approche participative adoptée pour formuler la politique économique et commerciale, y compris l'élaboration du document Vision 2020 comme cadre du plan national de développement économique. Le Ghana s'était fixé comme objectif de devenir un pays à revenu intermédiaire d'ici 2020 en réalisant une croissance annuelle de 8 pour cent fondée principalement sur les exportations. Malgré l'énormité de la tâche, le Ghana semblait déterminé à réussir en dépit des nombreux problèmes qui se posaient.

18. Depuis 1992, la stratégie économique du Ghana se concentrait sur la macro-stabilisation et les réformes structurelles dans un contexte démocratique. La transparence et le respect des obligations redditionnelles s'étaient accrus, et la croissance économique s'était appuyée sur l'établissement d'une économie de marché ouverte et libérale, propice aux investissements privés. Les politiques gouvernementales de libéralisation du commerce s'étaient accompagnées de réformes de la politique monétaire et de la politique de taux de change. L'intervention du secteur public s'était limitée aux tâches essentielles, et les efforts de privatisation avaient progressé, mais lentement.

19. La croissance du PIB réel se situait à 4 pour cent de 1993 à 1998 et à 4,5 pour cent en 1999, restant ainsi en deçà de l'objectif initial de 5,5 pour cent, que s'était fixé le gouvernement. Le PNB par habitant, qui se situait actuellement à 390 dollars EU, s'était accru d'environ 1,5 pour cent, principalement en raison de l'accroissement de la population. Les déficits budgétaires étaient montés en flèche au milieu des années 90 pour atteindre 10 pour cent du PIB, et le taux d'inflation avait atteint 60 pour cent en 1995. Les taux d'intérêt réels avaient augmenté d'une manière exorbitante. Les récentes perturbations provoquées par des facteurs externes comme la hausse des prix de l'énergie et la chute du cours des principales exportations du Ghana, l'or et le cacao, avaient fait ressortir la vulnérabilité de l'économie du pays. Les réserves internationales avaient été presque épuisées, ne couvrant que 57 jours d'importation. Un plafond de croissance annuelle de la masse monétaire avait été fixé à 18 pour cent en 1998 pour juguler l'inflation qui avait été ramenée à 12,4 pour cent en 1999. Les mesures budgétaires adoptées pour ramener le déficit à 6 pour cent du PIB en 1999 comprenaient un resserrement du contrôle des dépenses et l'adoption de la TVA, dont le taux s'établissait actuellement à 12,5 pour cent. Les déficits budgétaires excessifs avaient drainé le système financier et provoqué des pressions sur l'inflation, les taux d'intérêt et les réserves internationales, et le gouvernement devrait constamment suivre la situation de près.

20. La dette extérieure du Ghana, qui se situait actuellement à 78 pour cent du PIB, était essentiellement à moyen ou long terme et assortie de conditions de faveur. Le Ghana méritait des félicitations pour avoir assuré le service de sa dette, sans avoir pratiquement à la rééchelonner, en dépit du fait qu'il demeurait un pays pauvre très endetté. La radiation de cette dette profiterait grandement au Ghana et permettrait de libérer des fonds pour les projets de développement.

21. La diversification des exportations du Ghana avait été limitée; plus de 75 pour cent d'entre elles visaient des produits traditionnels comme le cacao, le bois en grumes, les minéraux, l'or et l'électricité. La croissance des exportations avait été lente, ce qui était attribuable en partie, jusqu'à récemment, à la politique de taux de change qui préconisait l'intervention de la Banque centrale pour soutenir un cedi surévalué. Cela avait eu pour effet d'augmenter la valeur du cedi et de réduire ainsi la compétitivité internationale des produits du Ghana. Il était important pour le Ghana de maintenir un taux de change réaliste pour stimuler suffisamment la production intérieure et les exportations, et la dévaluation récente du cedi après la fin de l'intervention de la Banque centrale devrait se révéler bénéfique à moyen et à long terme.

22. En janvier 2000, le gouvernement avait amorcé des consultations pour élaborer un nouveau plan directeur national pour la deuxième période quinquennale, de 2001 à 2005, qui faisait partie du document Vision 2020. Il était prévu que la deuxième phase de la réforme viserait surtout à promouvoir une croissance économique durable et à lutter contre la pauvreté. Selon le plan du gouvernement, la part de l'agriculture dans le PIB devait tomber à moins de 20 pour cent et celle de l'industrie monter à 37 pour cent d'ici 2020. La croissance démographique devait être réduite à 2 pour cent d'ici 2020. Des mesures avaient été mises en œuvre pour protéger les groupes vulnérables contre les effets néfastes des réformes économiques. Cependant, des difficultés financières avaient pesé sur leur mise en œuvre.

23. Même si le Ghana était conscient de la nécessité de favoriser la stabilité macro-économique et qu'il avait récemment pris plusieurs mesures appropriées dans ce sens, ces dernières devaient être maintenues à long terme. Une évaluation indépendante continue de la politique économique et commerciale pourrait être utile, et il faudrait envisager sérieusement la possibilité de créer un organisme officiel chargé d'exécuter cette fonction.

24. La politique commerciale du Ghana avait pour principaux objectifs de créer une économie ouverte, tournée vers l'extérieur et axée sur les exportations. Il avait franchi plusieurs étapes difficiles pour créer un régime commercial ouvert et transparent. Les obstacles non tarifaires avaient été éliminés en grande partie, et le régime tarifaire avait été simplifié. La stratégie de développement industriel du Ghana visait à éliminer les entraves à l'entreprise privée, et la structure tarifaire devait assurer un niveau raisonnable de protection. Le gouvernement s'était engagé à favoriser le développement des microentreprises et des petites entreprises. Les partenaires commerciaux du Ghana pourraient l'aider dans ses réformes en assurant un accès stable et croissant à leurs marchés, particulièrement dans le cas des produits agricoles où son avantage concurrentiel était le plus marqué.

25. La part des exportations et celle des importations dans le PIB s'étaient toutes les deux accrues, passant de 18 pour cent et 29 pour cent en 1993 à 28 pour cent et 39 pour cent en 1998. La croissance des exportations avait accusé un retard par rapport à d'autres pays se trouvant au même stade de développement. Même si les produits non traditionnels comme les produits alimentaires, le bois et l'aluminium comptaient maintenant pour 20 pour cent des exportations, contre 3 pour cent en 1986, il demeurait urgent de développer le secteur manufacturier pour diversifier les exportations.

26. Les droits de douane demeuraient le principal instrument de la politique commerciale du Ghana. Sa structure simplifiée, qui comportait actuellement quatre taux *ad valorem*, soit zéro pour cent, 5 pour cent, 10 pour cent et 20 pour cent, avait été conçue pour favoriser le principe de la valeur ajoutée au Ghana. Une taxe spéciale de 20 pour cent – introduite en février 2000 à titre de mesure temporaire, avait été perçue sur de nombreux produits pour conserver les devises et générer des revenus, ainsi que pour protéger l'industrie ghanéenne contre les pratiques commerciales déloyales des commerçants étrangers. La moyenne simple des droits était tombée de 17 pour cent en 1992 à 13 pour cent en 2000, mais s'était accrue par la suite, après l'imposition de la taxe spéciale à l'importation. Le gouvernement avait pour objectif de ramener la moyenne des droits à moins de 10 pour cent en trois ans.

27. Tous les droits étaient *ad valorem*. Des exemptions de droits d'importation avaient été accordées à des entrepôts sous douane, ainsi qu'à certains importateurs ou producteurs. Presque 40 pour cent des importations étaient exemptées des droits de douane, et le recours fréquent aux exemptions, souvent discrétionnaire et en vertu de compétences mal définies, manquait de transparence et fournissait de la protection sur mesure à certaines industries. Ces exemptions avaient suscité des pertes de revenus, et il y aurait peut-être lieu de les simplifier et d'en restreindre la portée. Le gouvernement avait déjà pris des mesures dans ce sens, et ce genre de précisions serait utile aux Membres.

28. Même si 14,8 pour cent des lignes tarifaires avaient été consolidées, y compris tous les produits agricoles, seulement 1,1 pour cent des produits manufacturés l'avaient été. Étant donné que les Membres préféraient la prévisibilité qu'offrent les droits consolidés, ils aimeraient savoir pourquoi le Ghana avait un faible niveau de consolidations tarifaires et s'il se proposait de les augmenter. Les droits étaient maintenant perçus sur la valeur transactionnelle. Les indications de l'importateur pouvaient être contrôlées dans le pays d'exportation par une filiale de la société d'inspection. Il serait utile de savoir dans quelle mesure les autres Membres avaient collaboré jusqu'ici avec le Ghana à l'égard de ces contrôles.

29. Le Ghana n'imposait pas de contingents d'importation. Il n'existait que peu d'obstacles non tarifaires au Ghana, et il n'y avait pas de lois sur les mesures de protection d'urgence. Les quelques restrictions à l'importation qu'il appliquait visaient principalement à protéger la santé humaine et la sécurité nationale, et les normes ghanéennes n'étaient pas discriminatoires. La réglementation phytosanitaire du Ghana se fondait sur les normes de la FAO ou du Conseil phytosanitaire interafricain. Des droits d'exportation étaient perçus sur le cacao et le bois scié séché à l'air. Le Ghana n'imposait pas de contingents à l'exportation ni de restrictions volontaires aux exportations et n'offrait pas de subventions à l'exportation comme telles. Par contre, des incitations fiscales servaient à promouvoir les exportations. Les taxes sur le commerce, surtout les droits de douane, étaient une importante source de recettes publiques et représentaient près du tiers du produit de l'impôt en 1998. Les procédures de passation des marchés publics favorisaient les fournisseurs nationaux, qui bénéficiaient d'une préférence de prix officielle de 12,5 pour cent.

30. La TVA s'appliquait également aux produits nationaux et aux importations. Cependant, le système semblait pénaliser les producteurs des marchandises exemptées de la TVA, car le montant de la TVA acquittée sur les intrants n'était pas remboursé. Le Ghana voudrait peut-être expliquer aux Membres les motifs de cette discrimination. Le Ghana offrait de généreuses incitations à l'exportation sous forme de zones franches et de régimes permettant de réduire les impôts. Les allègements d'impôts favorisaient les entreprises de zone franche. D'autres entreprises dépendaient de régimes inefficaces de restitution de droits pour se faire rembourser les droits versés sur les intrants importés.

31. Le Ghana s'acquittait des engagements qu'il avait contractés en vertu des accords sur les ADPIC et l'évaluation en douane et se tournait vers les donateurs multilatéraux pour obtenir de l'assistance et du soutien techniques. S'agissant de l'Accord sur les ADPIC, des projets de loi n'avaient pas encore été adoptés, et il serait utile de savoir quand ils le seraient. Les marques de marchandises étaient actuellement protégées par la Loi de 1995 sur les marques. D'après l'OMPI, la loi ghanéenne présentait plusieurs lacunes; par exemple, elle ne protégeait pas les marques de services et conférait des droits exclusifs aux titulaires légitimes pour les protéger contre l'utilisation de marques identiques ou semblables.

32. Les investissements au Ghana s'étaient accrus, passant de 6,1 pour cent du PIB en 1980 à environ 25 pour cent en 1998 et, selon les estimations, à 27 pour cent en 2000. Par contre on avait moins investi dans le capital humain que dans le matériel. La scolarité moyenne avait fléchi, même si le nombre d'inscriptions aux écoles élémentaires avait augmenté. Il fallait manifestement investir davantage dans le capital humain.

33. La Loi de 1994 sur le Centre de promotion de l'investissement avait ouvert l'économie à la participation étrangère, sauf dans quatre domaines. Il avait simplifié le régime de l'IED: Les textes relatifs à l'investissement et la Constitution offraient des garanties contre l'expropriation et la nationalisation. Le Ghana avait conclu plusieurs accords bilatéraux sur la promotion et la protection des investissements et souscrivait à la Convention de l'Agence multilatérale de garantie des investissements. Les programmes de zone franche avaient attiré l'IED; par contre, l'investissement étranger avait été inférieur aux prévisions, se chiffrant à seulement 1,5 milliard de dollars EU entre 1994 et 1998. Cela pouvait tenir à la faible confiance des investisseurs face à la situation d'incertitude

économique et à l'infrastructure inadéquate. Étant donné que certains Membres s'intéressaient à discuter de l'investissement au sein de l'OMC, l'opinion du Ghana quant aux facteurs qui expliquaient l'insuffisance des capitaux étrangers serait particulièrement pertinente.

34. Le programme de désengagement avait ciblé les petites et moyennes entreprises et avait été mis en œuvre d'une manière insatisfaisante. Un grand nombre de grandes sociétés d'État n'avaient pas été privatisées. Des grandes entreprises stratégiques candidates à la privatisation, seule Ghana Telecom avait été cédée en 1998; de plus, une part importante (environ 25 pour cent) du produit de la vente de certaines entreprises n'avait pas encore été reçue. Tout autre délai au chapitre des privatisations ferait monter le coût du désengagement. Le gouvernement voudrait peut-être explorer diverses façons d'accélérer le processus de désengagement. Le processus de désengagement était ouvert aux investisseurs étrangers, qui possédaient actuellement quelque 10 pour cent des entreprises cédées.

35. Le Ghana s'était engagé à favoriser l'intégration régionale. Il avait accordé un accès préférentiel en franchise de droits aux membres de la CEDEAO. Les échanges commerciaux du Ghana avec les membres de la CEDEAO comptaient actuellement pour 17 pour cent des exportations et 27 pour cent des importations; il était également prévu d'établir une union douanière et un marché commun de la CEDEAO. L'intégration régionale fournissait au Ghana l'occasion rêvée d'étendre son champ d'activité économique et d'optimiser l'utilisation de ses ressources économiques. Il serait utile que le Ghana donne un aperçu de la démarche qu'il entendait entreprendre pour accroître l'intégration économique des membres de la CEDEAO.

36. Le Ghana avait eu de la difficulté à remplir quelques-uns des engagements qu'il avait contractés dans le cadre des Accords de l'OMC, en raison de ses ressources humaines et institutionnelles limitées et des courtes périodes de transition prévues dans les Accords. Le Ghana croyait qu'il existait des déséquilibres dans les Accords de l'OMC, comme celui des ADPIC. Il estimait également que les pays développés ne mettaient pas pleinement en œuvre les dispositions relatives au traitement spécial et différencié. Le Ghana craignait que l'OMC n'aborde des questions qu'il estimait être sans rapport avec le commerce, comme celle du droit du travail, de la protection de l'environnement et de l'investissement.

37. Le Ghana disposait surtout d'une économie rurale, très tributaire de l'agriculture, en particulier de la culture du cacao et des ressources naturelles, notamment des minéraux. La production primaire représentait près de la moitié du PIB et l'industrie manufacturière à peine 10 pour cent. L'agriculture et l'exploitation minière représentaient presque 93 pour cent des exportations; les produits et les demi-produits comptaient pour à peine 7 pour cent. L'agriculture, dominée par les agriculteurs de subsistance, fournissait de l'emploi à 70 pour cent de la main-d'œuvre. Le développement de l'agriculture, et notamment la promotion de l'autosuffisance pour les produits alimentaires, était un élément important du projet du gouvernement appelé Vision 2020. L'objectif était d'obtenir un taux de croissance réel de 6 pour cent par an dans ce secteur, essentiellement grâce à l'exportation.

38. Le potentiel de l'agriculture était considérable. Les terres cultivées pourraient être étendues pour fournir un solide fondement à la production et à la croissance des exportations. La propriété communautaire des terres agricoles avait eu un effet de dissuasion sur les investissements en agriculture et avait limité l'accès du secteur au crédit.

39. La culture du cacao était très importante pour l'économie du Ghana et comptait pour 27 pour cent des exportations. En 1999, la part du Ghana de la production mondiale se chiffrait à 13 pour cent, et la production était relativement peu efficace par rapport à celle d'autres grands producteurs comme l'Indonésie et la Côte d'Ivoire. Cette inefficacité tenait probablement en grande partie aux bas prix versés aux producteurs ghanéens. En avril 1999, le Ghana avait adopté une stratégie à moyen terme pour favoriser l'essor de la culture du cacao. Cette stratégie prévoyait des dispositions plus

libérales pour la commercialisation du cacao. Il était prévu que la part des prix qui revenait aux producteurs passerait d'environ 60 pour cent en 1999-2000 à 70 pour cent d'ici à 2004-2005. D'autres réformes en cours comprenaient des mesures visant à accorder aux sociétés de négoce agréées un accès sur un pied d'égalité aux entrepôts et aux mécanismes de financement des récoltes. Selon les prévisions, la production du cacao passerait à environ 500 000 tonnes d'ici à 2004-2005, puis à 900 000 tonnes d'ici à 2009. À l'heure actuelle, seulement 10 à 20 pour cent des fèves de cacao étaient transformées au Ghana. Le Ghana pourrait se concentrer sur l'exportation d'un plus grand nombre de produits transformés à base de cacao.

40. La foresterie et le bois représentaient un autre secteur important. L'abattage était supérieur à la possibilité, d'autant plus qu'il y avait beaucoup d'abattage illégal. En 1995, toutes les exportations de bois avaient été suspendues pour permettre au Ghana de mettre en œuvre une gestion durable des forêts et de promouvoir les exportations à valeur ajoutée.

41. Le secteur manufacturier représentait environ 10 pour cent du PIB. La production d'électricité était fortement tributaire des sources hydrauliques, notamment du Lac Volta et n'avait pu soutenir le rythme croissant de la demande. L'industrie des textiles représentait 14 pour cent de la production manufacturière et présentait des possibilités au chapitre des exportations. Le défi que devait relever le Ghana consistait à diversifier sa production et ses exportations pour devenir moins tributaire de l'agriculture. Le plan de développement du Ghana prévoyait que cette industrie compterait à long terme pour 37 pour cent du PIB.

42. La part des services dans le PIB était restée stable dans les années 90, variant entre 42 et 45 pour cent. La balance du commerce des services du Ghana était structurellement déficitaire. Les engagements qu'il avait contractés au titre de l'AGCS visaient le tourisme et les services connexes, le transport maritime, la construction, l'éducation et les services bancaires. En vertu de son programme d'ajustement du secteur financier, le Ghana avait commencé à privatiser plusieurs grandes banques appartenant à l'État. La loi pour durcir le contrôle exercé par la Banque centrale et l'exécution de la réglementation prudentielle était en cours. Les compagnies d'assurance étrangères pouvaient s'établir au Ghana, sous certaines réserves. Le monopole des services de télécommunication de base, remplacé par un duopole légal, n'avait eu que des succès mitigés au chapitre de la promotion des services de télécommunications.

IV. DÉCLARATIONS DES MEMBRES DE L'ORGANE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

43. Les Membres ont accueilli favorablement la volonté exprimée par le nouveau gouvernement de poursuivre les réformes relatives au commerce et aux investissements, ainsi que l'appui qu'accordait le Ghana au système commercial multilatéral. De nombreux Membres ont noté que leurs pays respectifs avaient resserré leurs liens avec le Ghana dans les domaines du commerce bilatéral, de l'investissement et de l'aide.

44. La représentante du Canada a fait état du changement de gouvernement qui s'était opéré en douceur et d'une manière démocratique par suite des élections de décembre 2000, de même que des efforts que déployait le nouveau gouvernement pour redresser la situation financière du pays en s'appuyant sur la gestion de la dette et le processus de restructuration financière. Elle a accueilli favorablement l'engagement qu'avait pris le Ghana d'accroître l'indépendance de la Banque centrale, ce qui pourrait faciliter la gestion monétaire et favoriser la stabilité du cedi. La mise en place ou le renforcement des agences de réglementation, alliée à une plus grande indépendance juridique, faciliteraient aussi le commerce et l'investissement. Le Canada a applaudi l'engagement qu'avait pris le Ghana de libéraliser le commerce et l'investissement, y compris l'objectif du gouvernement de réduire à moins de 10 pour cent, d'ici trois ans, la moyenne des droits de douane. Il faudrait à cette fin que les recettes de l'État dépendent moins de la perception des droits de douane. La modernisation continue du régime douanier rendrait ce dernier plus transparent et plus prévisible pour les partenaires commerciaux du Ghana. Le Canada a félicité le Ghana des efforts qu'il déployait pour remplir les engagements qu'il avait contractés aux termes des Accords de l'OMC sur la propriété intellectuelle et l'évaluation en douane. Le Ghana avait encouragé la réalisation d'importants projets régionaux au sein de la CEDEAO en vue de réduire les droits de douane régionaux et les obstacles non tarifaires.

45. Le représentant de Hong Kong, Chine s'est félicité des efforts multilatéraux du Ghana, en particulier l'objectif qu'il s'était fixé de ramener la moyenne des droits de douane à moins de 10 pour cent d'ici trois ans. Il a noté que le Ghana avait consolidé seulement 1 pour cent des lignes tarifaires du secteur industriel et l'a invité à étendre le champ de ces consolidations. Le Ghana a été prié d'améliorer la transparence de ses régimes d'exemption des droits de douane sur les importations. Même si le Ghana n'était pas signataire de l'Accord plurilatéral sur les marchés publics, le représentant de Hong Kong, Chine était heureux de constater que le Ghana envisageait de codifier les marchés publics. Il a encouragé le Ghana à rendre ces marchés encore plus transparents et, en fin de compte, à éliminer la préférence de prix de 12,5 pour cent accordée aux fournisseurs locaux. Le représentant de Hong Kong, Chine avait présenté des questions sur la taxe spéciale à l'importation de 20 pour cent imposée sur les produits de consommation, de même que sur les exigences relatives aux normes.

46. Le représentant de l'Union européenne a fait allusion au fait que presque toutes les exportations du Ghana ont traditionnellement eu libre accès au marché de l'UE, ainsi qu'à l'importance de l'Accord de Cotonou. Le représentant de l'UE croyait que la collaboration entre les deux pays au titre du développement était importante pour lutter contre la pauvreté et enraciner les principes démocratiques, ainsi que la bonne gestion des affaires publiques, les droits de la personne et l'état de droit. Il a cherché à obtenir des précisions sur la façon dont le gouvernement comptait atteindre l'objectif ambitieux qu'il s'était fixé de faire du Ghana un pays à revenu intermédiaire d'ici à 2020 et sur le calendrier d'application de ces mesures. Il a également demandé des précisions sur la place que prenait le commerce dans la stratégie de développement du Ghana, y compris dans sa stratégie de lutte contre la pauvreté. Il a convenu avec le Ghana qu'il était très important de recevoir de l'assistance technique pour assurer le respect intégral des engagements contractés dans le cadre des Accords de l'OMC et a cherché à obtenir des précisions sur les besoins du Ghana à cet égard. Le Ghana pourrait tirer parti de son intégration à l'économie mondiale et d'un système commercial multilatéral renforcé.

L'UE accordait une grande importance à l'harmonisation de la politique commerciale et de la politique de développement et croyait que l'Accord de partenariat de Cotonou facilitait cette harmonisation.

47. Le représentant du Japon a formulé des observations favorables à l'égard de la réduction et de l'élimination progressives et systématiques, par le Ghana, de diverses formes de contrôle des prix et de la distribution dans les échanges commerciaux et la libéralisation du système de change. La représentante du Japon a encouragé la privatisation des entreprises d'État et l'ouverture de l'économie sur l'investissement étranger. Il était important pour le Ghana de raffermir sa capacité de mettre en œuvre les Accords de l'OMC. Elle a demandé des précisions sur l'imposition arbitraire de la taxe spéciale à l'importation pour contrer les pratiques commerciales déloyales, et a noté que le Ghana n'avait pas de loi antidumping. Le Ghana a été encouragé à porter le niveau de ses consolidations tarifaires sur les produits industriels au-delà du niveau actuel de 1 pour cent. Même si le Ghana n'accordait pas de subventions à l'exportation au sens de l'article 2 de l'Accord sur les subventions, le Japon tenait les généreux allègements fiscaux accordés aux exportateurs pour des subventions à l'exportation et voulait connaître les vues du Ghana à ce sujet.

48. Le représentant des États-Unis a fait état du meilleur accès aux marchés offert au Ghana en vertu de la Loi de 2000 sur la croissance et les potentialités économiques de l'Afrique. Il appuyait les efforts de réforme déployés par le Ghana depuis le lancement du Programme de redressement économique de 1983, notamment l'élimination progressive ou la réduction des contingents tarifaires et des licences, ainsi que de la moyenne des droits, qui était passée de 17 pour cent à 13 pour cent en 2000. Le Ghana avait contracté des engagements dans le cadre des négociations sur les services de télécommunications de base et les services financiers. Les États-Unis s'étaient engagés à fournir une assistance technique bilatérale et multilatérale pour aider le Ghana à remplir les obligations contractées en vertu des Accords de l'OMC. Par exemple, les États-Unis accordaient à l'OMC une subvention directe de 650 000 dollars EU au titre de l'assistance technique aux pays d'Afrique. Il s'est félicité de constater que le Ghana avait pris l'importante mesure d'appliquer la valeur transactionnelle à compter du 1^{er} février 2000, comme le prévoyait l'Accord sur l'évaluation en douane, et qu'il avait remplacé les inspections avant expédition obligatoires par les inspections au lieu de destination en avril 2000. Les États-Unis ont accueilli favorablement les assurances portant que le nouveau Parlement ghanéen accordait une grande priorité à l'adoption d'une loi sur la propriété intellectuelle, qui soit conforme aux prescriptions de l'OMC.

49. La situation économique difficile du Ghana était attribuable à l'instabilité macro-économique provoquée par des déficits budgétaires croissants et à la dégradation des termes de l'échange. Cependant, cette instabilité continuerait de se répercuter sur l'environnement commercial du Ghana, et le représentant des États-Unis a prié instamment le Ghana d'abolir la taxe spéciale à l'importation imposée en mars 2000, parce qu'elle ne réglerait pas les problèmes structurels du Ghana. Il fallait rendre plus transparents et cohérents les régimes d'allègements et d'exemptions de droits, de même que les procédures de passation des marchés publics. Les États-Unis appuyaient le programme de privatisation du Ghana: le Ghana a été enjoint de privatiser les services d'infrastructure de base (électricité, ports et eau) et de libéraliser des services-clés, tels que les télécommunications de base, et de raffermir les engagements contractés au titre de l'AGCS.

50. Le représentant de l'Inde a noté les réformes poussées auxquelles le Ghana s'était livré depuis le précédent examen de la politique commerciale du Ghana en 1992. Le Ghana avait amélioré la situation macro-économique, notamment en ramenant le taux d'inflation à quelque 12 pour cent en 1999, et avait assuré le service de sa dette sans avoir pratiquement à la rééchelonner. La concurrence s'était intensifiée dans le secteur bancaire, les droits de douane avaient été restructurés, l'économie s'était ouverte à l'investissement étranger et des entreprises d'État avaient été privatisées, le tout, dans un contexte économique difficile. Le Ghana continuait de dépendre de deux produits primaires, soit le cacao et l'or, tandis que le secteur manufacturier ne représentait que 10 pour cent du PIB. C'est pourquoi le représentant de l'Inde s'est réjoui de l'importance que le Ghana accordait au

développement d'industries d'exportation axées sur la croissance et compétitives, qui ajoutaient de la valeur aux ressources locales, de même que des efforts qu'il déployait pour diversifier les marchés d'exportation. Un meilleur accès aux marchés, surtout pour les produits agricoles, faciliterait les réformes entreprises par le Ghana.

51. Le représentant a cherché à savoir quand la taxe spéciale à l'importation temporaire serait levée et a demandé au Ghana de donner des précisions sur l'assistance technique dont il avait besoin pour remplir les engagements qu'il avait contractés aux termes des Accords de l'OMC. Le représentant de l'Inde s'est dit d'accord pour accorder cette aide pour accroître la mise en valeur des ressources humaines et le renforcement des capacités institutionnelles du Ghana. Il s'est également dit très encouragé par l'engagement que le Ghana a pris de respecter les règles de l'OMC et par la stratégie de développement prévue dans son plan Vision 2020.

52. La représentante de la Malaisie a fait allusion aux défis économiques qui se posaient au Ghana, notamment au resserrement de la politique budgétaire et monétaire et à la dégradation des termes de l'échange attribuable à la baisse du prix des exportations. Néanmoins, le Ghana avait obtenu certains résultats positifs, notamment un recul de l'inflation, des taux de croissance positifs et la dette extérieure qui n'avait pas dû être rééchelonnée. Elle a souligné l'importance pour le Ghana de diversifier son économie dans le cadre de son programme de redressement économique, de manière à ne plus dépendre de manière excessive de l'exportation de produits primaires, ainsi que de l'accroissement de l'investissement étranger pour renforcer son secteur industriel. De cette façon, un programme de privatisation bien exécuté contribuerait au succès des réformes du Ghana et l'aiderait à atteindre l'objectif qu'il s'est fixé d'équilibrer son budget d'ici 2004.

53. Le représentant du Kenya a félicité le Ghana de ses réalisations démocratiques, qui auguraient bien pour son progrès économique. Il a fait allusion aux similitudes entre le Ghana et le Kenya, y compris la dépendance sur l'exportation de quelques produits primaires et la nécessité de compter sur le marché de l'UE et les préférences commerciales. Le Kenya s'est félicité de l'Accord de Cotonou et des récentes mesures adoptées par les États-Unis pour aider les pays d'Afrique à améliorer leur accès aux marchés. Le Ghana, comme le Kenya, s'étaient engagés à promouvoir l'intégration régionale, particulièrement au sein de la CEDEAO et de l'Organisation de l'Unité africaine, composantes de l'intégration économique africaine, sous réserve des obligations multilatérales contractées.

54. La représentante de Maurice a noté que le Ghana avait procédé à une libéralisation poussée aux chapitres des échanges et de l'investissement, depuis le début des années 90, et qu'il accusait d'importants déficits budgétaires. Les correctifs apportés, notamment l'établissement d'un plafond annuel de croissance de la masse monétaire, l'adoption d'une TVA, ainsi que le resserrement du contrôle des dépenses, ne suffiraient pas à contrer le déficit budgétaire à court terme, même si ce dernier était tombé à 6 pour cent du PIB en 1999. Elle a félicité le Ghana d'avoir réussi à assurer le service de sa lourde dette extérieure, sans avoir pratiquement à la rééchelonner et malgré une situation économique difficile. La représentante de Maurice entrevoyait des possibilités, pour le Ghana, de diversifier davantage ses exportations et de développer les industries manufacturières visant les marchés régionaux et internationaux. L'accès préférentiel du Ghana aux marchés de l'UE, ainsi qu'un meilleur accès aux marchés des États-Unis et d'autres pays en vertu du SGP et du SPGC seraient utiles à cet égard. Cependant, le Ghana devait attirer un plus grand nombre d'investisseurs étrangers pour pouvoir atteindre l'objectif qu'il s'était fixé de devenir un pays à revenu intermédiaire d'ici 2020. Il faudrait à cette fin éliminer les entraves à l'entreprise privée, tel que prévu, et créer des services d'infrastructure plus efficaces, tout en poursuivant les efforts de privatisation. Le tourisme et d'autres services présentaient d'intéressantes perspectives.

55. La représentante a cherché à savoir pourquoi le Ghana n'avait pas de lois en matière de droits antidumping, de droits compensateurs et de sauvegardes. Elle a fait observer que les droits de douane demeuraient le principal instrument de la politique commerciale et que l'élimination de la taxe

spéciale à l'importation améliorerait la structure tarifaire du Ghana. Elle a demandé si l'élimination de cette taxe était reliée d'une façon quelconque à l'adoption d'une loi sur les mesures de protection d'urgence.

56. Le représentant du Nigéria a souligné que les récentes élections démocratiques tenues avec succès au Ghana avaient contribué à renforcer la confiance des investisseurs. Il a noté que le Ghana et le Nigéria comptaient parmi les principaux défenseurs de l'intégration régionale, surtout au sein de la CEDEAO. Le Ghana avait entrepris des réformes essentielles, malgré la fragilité de son économie. Le Nigéria s'est réjoui de l'engagement que le Ghana a pris envers le système multilatéral et des efforts qu'il avait déployés pour respecter les engagements contractés aux termes des Accords de l'OMC, malgré les contraintes évidentes auxquelles il se heurtait.

V. RÉPONSES DU REPRÉSENTANT DU GHANA ET AUTRES OBSERVATIONS

57. Le Président a invité le représentant du Ghana à centrer ses réponses sur les trois thèmes suivants: i) environnement économique; et ii) mesures commerciales et iii) politiques sectorielles.

i) Environnement économique

58. Le représentant du Ghana a présenté les réponses préliminaires fournies par écrit par sa délégation en réponse aux questions que les Membres avaient soulevées d'avance et au cours de la réunion (annexe II).

59. Le présentateur a fait valoir l'importance de la continuité politique par suite du changement de gouvernement, et a accueilli favorablement les assurances données par la délégation ghanéenne portant que la libéralisation de l'économie et le rôle accru du secteur privé demeuraient au cœur des politiques gouvernementales. Même si certaines mesures avaient été prises pour réduire le déficit budgétaire, il a cherché à savoir comment le gouvernement comptait équilibrer son budget d'ici trois ans. Il s'est demandé comment le gouvernement allait concilier la nécessité de réduire les dépenses gouvernementales tout en continuant d'investir dans le développement des ressources humaines, l'infrastructure et les divers régimes de développement.

60. S'agissant de la privatisation, une part importante (25 pour cent) des recettes connexes n'avaient toujours pas été perçues, ce qui aggravait la situation financière du pays. De plus, même si de nombreuses petites et moyennes entreprises avaient été privatisées avec succès, le Ghana semblait hésiter à privatiser les plus grandes entités. Il a demandé si le Ghana avait procédé à une évaluation quelconque des répercussions sociales des mesures de privatisation.

61. Malgré les efforts consentis par le Ghana pour stimuler l'investissement étranger, notamment en accordant une protection constitutionnelle aux investisseurs étrangers, et sa participation à des accords bilatéraux et multilatéraux sur la promotion et la protection de l'investissement, l'apport de capitaux étrangers demeurait décevant. Il a demandé quels autres facteurs auraient pu contribuer à cet état de fait, mis à part l'insuffisance des infrastructures et l'incertitude face aux éléments fondamentaux de l'économie du Ghana. Il a également demandé d'autres renseignements sur la voie que comptait prendre le Ghana pour réaliser une plus grande intégration régionale au sein de la CEDEAO, et sur les efforts que déployait le gouvernement pour faire participer la société civile à l'élaboration de la politique, et particulièrement sur le fonctionnement de la formule participative adoptée pour l'examen du programme d'ajustement structurel.

62. Le représentant du Ghana a fait allusion aux récentes initiatives visant à permettre au secteur privé de participer plus activement au débat budgétaire, en précisant que ces consultations se poursuivraient. Il a confirmé les efforts consentis par le Ghana pour stimuler l'investissement étranger, y compris les améliorations apportées à l'infrastructure. Le nouveau gouvernement avait décidé de ne pas privatiser une des principales entités en raison des répercussions sociales négatives prévues, surtout dans les régions rurales.

ii) Mesures commerciales

63. Le représentant du Ghana a présenté les réponses préliminaires fournies par écrit par sa délégation en réponse aux questions que les Membres avaient soulevées d'avance et au cours de la réunion.

64. Le présentateur a noté que le Ghana envisagerait de consolider un plus grand nombre de lignes tarifaires du secteur industriel au cours des prochaines négociations. Il a également fait

observer que la taxe spéciale à l'importation s'appliquait à des produits non consolidés, qu'elle ne constituait pas une mesure antidumping et qu'elle serait éliminée dès que possible. Le Ghana prenait des mesures pour atténuer les problèmes reliés aux exemptions de droits et aux pertes de revenus de l'État. Même si le nouveau régime d'inspection au lieu de destination était supérieur au régime précédent d'inspection avant expédition, il se demandait si l'exigence portant que l'importateur doit fournir la Formule de déclaration d'importation 21 jours d'avance avait une valeur pratique pour les importations par voie aérienne ou pour celles provenant des pays voisins. Le dédouanement des produits continuait aussi d'accuser des retards excessifs.

65. Il a convenu avec le représentant du Ghana que les allègements fiscaux consentis aux exportateurs ne constituaient pas des subventions à l'exportation et a dit apprécier l'offre du Ghana de notifier ces mesures si nécessaire. Il a également fait état du recours éventuel à des mesures de protection d'urgence pour stimuler le secteur manufacturier du Ghana.

66. Le représentant de l'Union européenne a déclaré que les importations et les formalités douanières du Ghana étaient maintenant caractérisées par le faible niveau des consolidations tarifaires pour les produits industriels, par des taxes spéciales à l'importation, par le recours fréquent aux exemptions discrétionnaires et par l'inefficacité de l'administration de certains régimes, comme celui de la restitution des droits, par des entrepôts sous douane, par des fuites des zones franches et par de longs délais de dédouanement. Il était essentiel que le Ghana s'emploie à renforcer et à moderniser complètement ses formalités douanières, sans perdre de vue la facilitation du commerce. La décision de remplacer l'inspection au lieu de destination par l'inspection avant expédition constituait une mesure positive, et il a voulu qu'on lui garantisse que la base de données sur les valeurs transactionnelles n'avait pas pour effet, en pratique, d'établir des prix minimums à l'importation. Il a également cherché à obtenir des garanties portant que le droit d'inspection additionnel de 1 pour cent prélevé sur les importations et la redevance douanière de 0,5 pour cent instituée par la CEDEAO étaient conformes aux prescriptions de l'OMC.

67. La représentante du Japon a demandé des précisions sur le fonctionnement du Conseil de promotion des exportations et sur les régimes de stimulation des exportations. Même si elle était encouragée par la grande priorité accordée à l'adoption de la nouvelle loi sur les ADPIC, elle a demandé si le Ghana comptait pouvoir participer à l'examen de juin du Conseil sur les ADPIC. Elle a également voulu qu'on lui confirme que la nouvelle loi était conforme à l'Accord sur les ADPIC, notamment pour ce qui concernait la protection des renseignements non divulgués.

68. Le représentant de l'Inde a noté l'intention du Ghana d'éliminer la taxe spéciale à l'importation dès que la situation s'améliorerait. Son pays partageait les préoccupations du Ghana concernant la mise en œuvre des Accords de l'OMC, et il a dit espérer que cette question se réglerait. L'Inde comprenait que le Ghana ne souhaitait pas contracter de nouveaux engagements, comme signer l'Accord sur les marchés publics, jusqu'à ce qu'il soit en mesure de les mettre en œuvre.

69. Le représentant des États-Unis a demandé des précisions sur la redevance de 0,5 pour cent instituée par la CEDEAO et sa conformité aux Accords de l'OMC et a voulu savoir si l'OMC en avait été notifiée. Il a fait état du recours à plusieurs lignes directrices imprécises sur les marchés publics et a voulu savoir si le Ghana comptait simplifier ces dispositions. S'agissant des droits de propriété intellectuelle, il a invité le Ghana à adopter rapidement la nouvelle loi. Il a également demandé des précisions sur les programmes du Ghana pour lutter contre le sida et le VIH.

70. Le représentant du Ghana a déclaré que la redevance douanière instituée par la CEDEAO avait pour objectif de constituer un fonds pour dédommager les Membres de la CEDEAO des pertes de revenus découlant de la libéralisation des marchés. Il a confirmé que le Ghana était disposé à négocier d'autres consolidations tarifaires sur les produits industriels, pourvu que l'on tienne compte de ses préoccupations, particulièrement au chapitre de la progressivité des droits de douane. Le

Ghana s'était attaqué à bon nombre des questions soulevées, particulièrement pour ce qui est de la nécessité de rationaliser les régimes d'exemption de droits. Il a indiqué qu'il était peu probable que le Ghana soit en mesure de faire examiner sa nouvelle loi sur la propriété intellectuelle par le Conseil des ADPIC en juin.

71. Le représentant de la Malaisie a encouragé le Ghana à éliminer le plus tôt possible la taxe spéciale à l'importation imposée pour des raisons liées à la balance des paiements, mais a fait remarquer que la taxe était conforme aux prescriptions de l'OMC, puisqu'elle s'appliquait aux produits non consolidés et qu'elle n'avait donc pas fait monter les taux de droits au-delà des niveaux consolidés.

72. Le représentant de l'Union européenne a laissé entendre que même si les consolidations tarifaires allaient faire l'objet de négociations, une augmentation de ces consolidations profiterait au Ghana en rendant le régime douanier plus prévisible pour ses partenaires commerciaux, facilitant ainsi les échanges commerciaux et l'investissement étranger.

iii) Politiques sectorielles

73. Le représentant du Ghana a présenté les réponses préliminaires fournies par écrit par sa délégation en réponse aux questions que les Membres avaient soulevées d'avance et au cours de la réunion.

74. Le présentateur a fait allusion aux répercussions possibles, sur les prix mondiaux, des plans ambitieux du Ghana concernant l'accroissement de la production de cacao. Il a également cherché à savoir si les arrangements relatifs à la commercialisation du cacao à l'étranger étaient appropriés. Le Ghana aurait avantage à transformer une plus grande partie de sa production de cacao. Il a fait observer que le document du Ghana intitulé Vision 2020 prévoyait une diminution importante de la part relative de l'agriculture dans le PIB, et s'est demandé comment cela cadrerait avec l'objectif que le Ghana s'était fixé de devenir un des premiers pays agro-industriels d'Afrique. Cela exigerait une meilleure infrastructure, de meilleures méthodes de production et le développement de produits à valeur ajoutée, comme la transformation des produits alimentaires. Le Ghana pourrait aussi revoir l'exigence portant que les exportateurs doivent céder 98 pour cent de leurs recettes d'exportation de fèves de cacao, pour amener le secteur privé à participer plus activement à la commercialisation de ce produit.

75. Le présentateur a cherché à savoir quels domaines du secteur manufacturier étaient censés connaître de l'expansion au Ghana. Il a également fait allusion aux besoins énergétiques du Ghana, qui était tributaire de l'hydroélectricité provenant du Lac Volta, ainsi qu'à l'ampleur de l'investissement étranger nécessaire pour accroître la capacité du pays de produire de l'électricité.

76. Le représentant de l'Inde a souligné la nécessité, pour le Ghana, de diversifier ses exportations et la production et de devenir moins tributaire du marché de l'UE. Ces mesures renforceraient l'économie du Ghana. Il a voulu connaître l'opinion du Ghana à cet égard.

77. Le représentant du Canada a constaté avec satisfaction que le Ghana voulait privatiser un plus grand nombre de services-clés, surtout les télécommunications, et a demandé plus de précisions sur la manière dont cette privatisation allait s'opérer.

78. Le représentant du Ghana a indiqué que le gouvernement comptait se concentrer sur la transformation des produits alimentaires, les textiles, l'emballage, le bois et les produits en bois pour développer le secteur manufacturier. Les obstacles à la diversification comprenaient le manque de capacité technologique et de crédits.

VI. REMARQUES FINALES DU PRÉSIDENT

79. Nos délibérations nous ont permis de procéder à un deuxième examen, franc et instructif, de la politique commerciale du Ghana à un moment critique pour l'économie du pays. Les Membres ont jugé encourageant l'engagement du Ghana envers la libéralisation des échanges et la réforme économique, engagement réitéré par le nouveau gouvernement élu en décembre 2000. Ils ont salué la participation active du Ghana au système commercial multilatéral et ils se sont félicités des efforts soutenus qu'il avait déployés pour ouvrir son marché en s'abstenant de recourir à des mesures non tarifaires et en employant les droits de douane comme principal instrument de protection commerciale. Ils ont largement reconnu le rôle central que devaient jouer le commerce, l'investissement et le secteur privé dans la restructuration de l'économie ghanéenne et dans l'amélioration de sa compétitivité internationale, et ont invité instamment le pays à poursuivre sur la voie de la libéralisation.

80. Tout en appréciant les efforts déployés par le Ghana, les Membres ont souligné l'urgente nécessité de rétablir la stabilité macro-économique grâce à une saine politique budgétaire et monétaire. La délégation ghanéenne a fait état de la volonté du nouveau gouvernement de s'attaquer immédiatement à l'énorme déficit du pays et d'équilibrer le budget d'ici à la fin de 1994. Les Membres ont noté que la situation défavorable des termes de l'échange faisait partie de l'environnement commercial international du Ghana et que le meilleur moyen de faire face à cette évolution était de favoriser la capacité d'adaptation de l'économie par une bonne gestion et la diversification. Cela était indispensable si le gouvernement voulait atteindre l'objectif ambitieux qu'il s'était fixé avec Vision 2020 de faire du Ghana un pays à revenu intermédiaire et l'un des premiers pays agro-industriels d'Afrique d'ici à 2010.

81. Les Membres ont approuvé le principal objectif de la politique commerciale du Ghana, qui consiste à stimuler la croissance par les exportations en développant les principaux secteurs exportateurs et en encourageant le secteur manufacturier à devenir plus compétitif. Toutefois, certains Membres ont mis en cause le recours aux mesures d'encouragement direct, notamment à des allègements fiscaux généreux destinés à favoriser les exportations. On a aussi encouragé le Ghana à donner un nouvel élan à son programme de privatisation et à libéraliser davantage ses principaux services d'infrastructure, qu'un investissement étranger accru pourrait financer. En outre, les Membres se sont félicités de l'action menée pour améliorer l'administration douanière afin de faciliter le commerce, notamment de l'adoption récente de la valeur transactionnelle, conformément aux engagements contractés par le Ghana dans le cadre des Accords de l'OMC, et de la cessation des inspections avant expédition.

82. Les Membres se sont félicités de l'objectif consistant à ramener à moins de 10 pour cent d'ici trois ans le taux NPF moyen effectivement appliqué, mais ils se sont interrogés sur l'application récente de la "taxe spéciale à l'importation" de 20 pour cent sur de nombreux biens de consommation. Ils ont demandé des précisions sur l'utilité de cette taxe pour protéger les industries contre des pratiques commerciales déloyales à l'étranger et sur le calendrier prévu pour sa suppression. La délégation ghanéenne a réaffirmé qu'il s'agissait d'une mesure temporaire visant à économiser des devises dépensées pour des importations "non essentielles". Le gouvernement avait ramené récemment le champ d'application de la taxe de 7 pour cent environ à 5 pour cent des lignes tarifaires et il entendait revoir cette mesure.

83. Les Membres ont posé des questions sur les politiques gouvernementales de passation des marchés publics, notamment sur la préférence de prix officielle de 12,5 pour cent dont bénéficient les fournisseurs nationaux, ainsi que sur la signature éventuelle de l'Accord sur les marchés publics. Des questions ont également été posées concernant le faible niveau des consolidations tarifaires pour les produits industriels et l'utilisation généralisée des allègements et exemptions de droits. Certains

participants ont aussi évoqué l'utilité de recourir à un organisme officiel indépendant pour examiner la politique économique et commerciale. Les initiatives régionales du Ghana, notamment au sein de la CEDEAO et de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest, ont aussi été évoquées et discutées. Les Membres ont demandé des précisions sur les politiques sectorielles du Ghana, notamment pour le cacao, à propos duquel ils ont appuyé les efforts déployés pour libéraliser la production et la commercialisation destinée à raviver ce secteur.

84. Des précisions additionnelles ont été demandées sur un certain nombre d'autres sujets:

- mise en œuvre des Accords de l'OMC et besoins d'assistance technique;
- adoption d'une législation en matière de droits antidumping, de droits compensateurs et de sauvegardes;
- protection de la propriété intellectuelle et modifications législatives en cours d'examen; et
- politique de développement, notamment plus grande participation du secteur privé à l'activité économique, lutte contre la pauvreté et harmonisation de la politique commerciale et de la politique de développement.

85. Les Membres ont remercié la délégation ghanéenne de ses réponses écrites et orales et indiqué qu'ils attendaient avec intérêt le complément d'information demandé.

86. Pour conclure, j'estime que nous avons procédé à un examen fructueux de la politique commerciale, qui a beaucoup contribué à améliorer la transparence de la politique commerciale et des autres politiques économiques du Ghana et leur compréhension par les Membres, eu égard à la situation économique difficile du pays et aux énormes problèmes qui se posent en matière de développement. Beaucoup de propositions constructives ont été faites sur la manière dont le Ghana pourrait opérer ses réformes commerciale et économique. Le Ghana a réitéré son ferme attachement au système multilatéral et les Membres ont donné des assurances d'aide sous forme d'assistance technique bilatérale et multilatérale. J'espère que les Membres pourront également aider le Ghana à libéraliser les échanges en permettant à ses exportations d'avoir libre accès à leurs marchés respectifs, notamment dans le domaine de l'agriculture où son avantage comparatif semble être le plus prononcé.

ANNEXE I

QUESTIONS PRÉLIMINAIRES ÉCRITES

SUISSE

Droits de propriété intellectuelle

1. Veuillez indiquer la date à laquelle il est prévu que la loi nationale du Ghana sur la propriété intellectuelle sera conforme à l'Accord sur les ADPIC.
2. Veuillez préciser comment la nouvelle loi prévoit protéger les renseignements non divulgués.

CANADA

Rapport du Secrétariat de l'OMC (WT/TPR/S/81)

Observations récapitulatives

1) Environnement économique; paragraphe 6:

Dans son discours sur l'état de la nation, prononcé le 15 février 2001, le Président du Ghana a fixé l'objectif d'éliminer le déficit budgétaire d'ici à 2004. Veuillez donner un aperçu des mesures que le gouvernement du Ghana compte prendre pour atteindre cet objectif.

2) Commerce extérieur et investissement étranger direct; paragraphe 13:

Selon le paragraphe 13, plus de la moitié des investissements étrangers directs du Ghana concernent le secteur des services. Le rapport du Secrétariat indique toutefois que, malgré la libéralisation du régime de l'investissement et l'adoption de nouvelles lois visant à appliquer le traitement national aux investisseurs étrangers, l'IED reste très irrégulier en raison de l'incertitude politique et économique. Le gouvernement du Ghana a-t-il examiné les avantages de refléter ses initiatives de libéralisation de l'investissement dans l'AGCS pour encourager l'investissement étranger?

3) Cadre institutionnel et législatif; paragraphe 19:

Selon le paragraphe 19, en matière de développement industriel, la stratégie du gouvernement consiste à éliminer les obstacles à l'essor du secteur privé, en améliorant, entre autres, l'efficacité du système de restitution des droits de douane. Est-ce que le système de restitution des droits de douane sera amélioré pour faire en sorte que les exportateurs reçoivent des crédits qu'ils pourront défalquer des droits d'importation futurs, plutôt que d'attendre un remboursement pendant des années? Dans la négative, veuillez expliquer comment le gouvernement du Ghana compte améliorer ce système.

4) Caractéristiques et évolution de la politique commerciale; paragraphe 20:

Selon le paragraphe 20, le Ghana n'a pas signé l'Accord plurilatéral de l'OMC sur les marchés publics et n'a pas la qualité d'observateur dans le cadre de cet accord. Quelle est l'intention du gouvernement du Ghana à l'égard de la signature de l'Accord plurilatéral de l'OMC sur les marchés publics et de la demande de qualité d'observateur dans le cadre de cet accord? Quelles sont les mesures prises pour établir des procédures transparentes relativement aux marchés publics?

Prière d'expliquer la raison d'être de la consigne du "made in Ghana" et la préférence de prix officielle de 12,5 pour cent dont bénéficient les fournisseurs nationaux à l'égard des marchés publics.

Paragraphe 28:

Selon le paragraphe 28, le recours à de nombreuses exemptions discrétionnaires, souvent en vertu de compétences mal définies, manque de transparence et risque de permettre à certaines branches de production de bénéficier d'une protection *ad hoc*. Quels changements seront apportés pour empêcher les autorités d'appliquer fréquemment des exemptions discrétionnaires sans obtenir des directives précises du Parlement?

Paragraphe 29:

Selon le paragraphe 29, par suite de la mise en œuvre du nouveau régime d'inspection à l'arrivée, le dédouanement peut prendre jusqu'à sept jours. Quelles mesures seront prises pour réduire ou éliminer ces délais?

Paragraphe 45; et IV. Politique commerciale – Analyse par secteur; 1) Généralités: paragraphe 5:

D'après les paragraphes précités, le monopole des services de télécommunication de base détenu par Ghana Telecom a été remplacé en 1997 par un duopole qui doit durer jusqu'à 2002. Ces mesures n'ont guère stimulé l'offre de services de télécommunication: aucun des deux opérateurs n'a respecté ses objectifs de développement du réseau ou de qualité du service. Le rapport du Secrétariat mentionne aussi que le gouvernement envisage d'accorder de nouvelles concessions à partir de mars 2002. Compte tenu du fait que la prestation d'un service d'infrastructure essentiel comme les télécommunications constitue un pivot du développement économique et que le secteur des services de télécommunication du Canada prospère dans un milieu de libre concurrence, veuillez nous dire si le gouvernement du Ghana compte libéraliser ce secteur avant la date buttoir de 2002. Dans la négative, veuillez préciser pourquoi pas.

Paragraphe 50; et IV. Politique commerciale – Analyse par secteur; 5) Services; iv) Services financiers; paragraphe 96:

Selon les paragraphes précités, les compagnies d'assurance étrangères peuvent opérer au Ghana par le biais de filiales, mais leur participation est limitée à 40 pour cent. L'État doit détenir 20 pour cent des fonds propres et les autres 40 pour cent doivent appartenir à des Ghanéens. Il n'est donc pas permis d'établir des filiales des compagnies d'assurance étrangères. Le rapport du Secrétariat mentionne également que le gouvernement a l'intention de privatiser la Ghana Reinsurance Company et la State Insurance Company d'ici à 2003. Les compagnies d'assurance étrangères seront-elles autorisées à participer au capital social des entités privatisées? Dans l'affirmative, seront-elles assujetties à des restrictions à la participation étrangère comme le prévoit la liste d'engagements spécifiques du Ghana? La privatisation de la Ghana Reinsurance Company et de la State Insurance Company amènera-t-elle le gouvernement à envisager la levée des restrictions relatives à la participation étrangère et à la forme d'établissement dans l'ensemble du secteur des assurances?

I. Environnement économique

5) Perspectives; paragraphe 33:

Selon le paragraphe 33, le développement du Ghana "continue de se heurter à plusieurs obstacles importants, comme l'insuffisance des infrastructures et des compétences d'administration et de gestion, le laxisme budgétaire, le manque de transparence, la faiblesse des institutions et la mauvaise gestion des affaires publiques". Quelles mesures sont prises pour améliorer la gestion des affaires publiques du Ghana et renforcer ses institutions, notamment le pouvoir judiciaire, le système judiciaire (concernant les différends commerciaux) et les organismes de réglementation?

II. Politique commerciale: Cadre et objectifs; 4) Accords et arrangements commerciaux; ii) Accords régionaux, la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO); paragraphe 35:

Selon le paragraphe 35, le Traité révisé de 1993 de la CEDEAO a notamment pour objectif d'établir un marché commun avant 2000, ce qui implique entre autres l'élimination des obstacles au libre mouvement des personnes, des biens, des services et des capitaux, ainsi que le droit de résidence et d'établissement. Quels progrès ont été accomplis jusqu'ici pour atteindre les objectifs prévus dans ce traité?

Veuillez faire état des autres mesures que le gouvernement du Ghana poursuit pour accroître les exportations vers ses voisins de la CEDEAO?

III. Politique et pratiques commerciales - Analyse par mesure

1) Introduction; paragraphe 2:

Selon le paragraphe 2, en avril 2000, le gouvernement a imposé une nouvelle "taxe spéciale à l'importation" "temporaire" de 20 pour cent qui vise surtout des biens de consommation. Quand lèvera-t-on cette "taxe spéciale à l'importation" de 20 pour cent et quelles assurances ou nouvelles politiques permettront de veiller à ce qu'aucune taxe de ce genre ne puisse être réintroduite?

2) Mesures agissant directement sur les importations; iii) Droits de douane et taxes spéciales à l'importation; paragraphe 29:

Selon le paragraphe 29, dans le Cycle d'Uruguay, le Ghana a accepté de consolider 15 pour cent de ses lignes tarifaires, contre zéro auparavant. Il a consolidé tous les droits visant les produits agricoles, généralement à un taux plafond de 99 pour cent, à compter de 2004. Un taux consolidé de 40 ou 50 pour cent a été retenu pour quelques produits agricoles et s'applique depuis 1995.¹ Dans le secteur industriel, seul 1 pour cent des lignes tarifaires a été consolidé, à des taux plafonds de 30 ou 40 pour cent dans la plupart des cas et de 35 ou 45 pour cent dans certains cas. Ces consolidations visent essentiellement des intrants pour l'agriculture, tels que les engrais, ainsi que des outils et équipements. Le gouvernement du Ghana prévoit-il d'appliquer ces consolidations de droits à d'autres secteurs que celui de l'agriculture? Dans l'affirmative, quand?

3) Mesures agissant directement sur les exportations; vi) Zones franches; paragraphe 93:

Selon le paragraphe 93, le contrôle des zones franches serait très insuffisant et il y aurait beaucoup de fuites vers le marché intérieur, ce qui préoccupe le gouvernement qui s'efforce d'y mettre

¹ Le taux consolidé de 40 pour cent s'applique aux volailles vivantes, au lait et à la crème, au blé et aux tourteaux d'oléagineux. Le taux consolidé de 50 pour cent s'applique au thé.

un terme. À l'heure actuelle, quelles mesures envisage-t-on de prendre pour éliminer les fuites des ventes des entreprises de zone franche vers le marché intérieur, qui dépassent le plafonnement permis, établi à 30 pour cent de la production?

4) Mesures agissant sur la production et le commerce; iv) Politique de la concurrence; paragraphe 106:

Selon le paragraphe 106, le gouvernement s'apprête à adopter une loi sur la concurrence. Le gouvernement du Ghana dispose-t-il d'une structure institutionnelle pour mettre en œuvre les lois actuelles sur la concurrence? Compte tenu de l'importance de disposer d'un secteur national concurrentiel de production et de commercialisation du cacao pour les perspectives de développement du Ghana, quelles mesures le gouvernement du Ghana compte-t-il prendre pour stimuler davantage la concurrence dans le secteur du cacao, qui compte actuellement 18 sociétés de négoce agréées et une société de négoce de produits agricoles.

IV. Politique commerciale - Analyse par secteur; 2) Produits agricoles et autres produits primaires; ii) Évolution de la politique agricole; paragraphe 13 et III. Politique et pratiques commerciales – Analyse par mesure; 2) Mesures agissant directement sur les importations; iii) Droits de douane et taxes spéciales à l'importation; graphique III.3:

Selon le paragraphe 13, un des éléments de la "stratégie de croissance et de développement accéléré de l'agriculture du gouvernement du Ghana pour appuyer le projet Vision 2020" comprend l'amélioration des technologies et de l'accès aux technologies pour stimuler le développement agricole. Le rapport du Secrétariat mentionne également (graphique III.3) qu'en l'an 2000, reliés aux produits chimiques, aux métaux fabriqués et aux autres produits manufacturés ont oscillé entre 15 pour cent et 20 pour cent. Vu l'importance des biens d'équipement de technologies de pointe dans ces secteurs pour la modernisation du secteur de l'agriculture au Ghana, que compte faire le gouvernement du Ghana pour réduire les droits de douane et les taxes spéciales sur les intrants de production comme les machines et d'autre intrants de haute technologie?

Question générale sur le programme incorporé de l'OMC

Quels objectifs le gouvernement du Ghana poursuit-il dans les négociations sur l'agriculture et les services?

HONG KONG, CHINE

A. Droits de douane et droits antidumping
(WT/TPR/S/81, pages 36 et 37, paragraphe 25; et page 46, paragraphe 54)

À la lecture de la section sur les droits de douane du rapport du Secrétariat, nous notons que le Ghana impose une taxe spéciale à l'importation "temporaire" de 20 pour cent, qui vise des produits de consommation. Nous notons également, d'après la section du rapport du Secrétariat, qui porte sur les mesures antidumping, que la récente introduction d'une taxe spéciale à l'importation qui vise certains produits avait en partie pour objet de lutter contre les pratiques commerciales déloyales d'exportateurs étrangers vendant à des prix considérés comme abusivement bas et en partie pour fournir d'autres formes d'aide (notamment "pour réduire les pressions sur les réserves de devises du pays qui étaient tombées à un niveau critique", comme l'indique la note en bas de page 28). Cependant, ces arrangements fiscaux ne sont pas rendus publics et ne prévoient pas de procédures d'appel officielles. Nous nous intéressons à connaître le fondement légal de l'adoption de ces taxes spéciales. Le Ghana prévoit-il abolir ces taxes temporaires dans un avenir rapproché ou compte-t-il rendre le régime fiscal plus transparent? Si le Ghana estime que ces taxes spéciales à l'importation s'apparentent aux droits antidumping que l'Accord antidumping de l'OMC permet de prélever, comment le Ghana s'assure-t-il

que les procédures d'enquête et de réunion de renseignements au sujet de ces taxes sont conformes aux prescriptions antidumping de l'OMC?

B. Normes et autres prescriptions techniques
(WT/TPR/S/81, pages 46-47, paragraphe 57)

Nous notons que toutes les normes ghanéennes sont obligatoires, mais que le gouvernement a l'intention de les remplacer par des normes volontaires. Nous aimerions obtenir des précisions sur le plan et le calendrier que le Ghana a établis pour atteindre cet objectif et si ce remplacement rendrait le Ghana moins tributaire des normes de quelques Membres de l'OMC seulement.

UNION EUROPÉENNE

Rapport du gouvernement
(WT/TPR/G/8)

Page 14, paragraphes 74 et 75: On y indique que le gouvernement vise à atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire d'ici à 2020 en instituant une économie de marché ouverte et libérale et qu'on attend du secteur privé qu'il joue un rôle prépondérant dans l'économie. A-t-on établi un échéancier à l'égard des mesures précises à adopter pour réaliser cet objectif?

Au paragraphe 69, page 13, portant sur les droits de propriété intellectuelle, le Ghana fait observer que son plan de mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC accusait un certain retard, mais qu'il prévoyait faire progresser ce dossier en janvier 2001. Nous serions reconnaissants au Ghana de nous indiquer si ces questions ont progressé et dans quelle mesure.

Page 7, paragraphe 27 et rapport du Secrétariat, page 40: Pendant combien de temps le Ghana compte-t-il appliquer la taxe spéciale de 20 pour cent sur quelque 28 produits?

Rapport du Secrétariat
(WT/TPR/S/81)

I. Politique commerciale: Cadre et objectifs

Page 24, paragraphe 34: Le Ghana peut-il nous donner des précisions sur la date prévue pour atteindre l'objectif de la réduction des droits de douane parmi les pays membres de la CEDEAO? Les exportations du Ghana vers les pays membres de la CEDEAO souffrent-elles de l'absence apparente de réduction des droits de douane?

Selon le paragraphe 27, page 22 et les paragraphes 70 et 71 du rapport du gouvernement, le Ghana a du mal à mettre en œuvre les Accords de l'OMC parce qu'il n'a pas suffisamment de ressources humaines et de moyens financiers. Parallèlement, le Ghana a signé un certain nombre d'accords régionaux ou bilatéraux ou s'apprête à le faire. A-t-on analysé les répercussions économiques de ces mesures? Quelles en sont les conséquences sur les ressources humaines et la capacité technique des principaux ministères et les besoins relatifs au renforcement des capacités? Dans quelle mesure le secteur privé participe-t-il à l'établissement de ces accords commerciaux régionaux?

L'UE saurait gré au Ghana de lui fournir des précisions supplémentaires sur la manière dont il consulte la société civile, y compris les ONG et le secteur privé, pour définir sa politique commerciale.

Le rapport du Secrétariat et le rapport du gouvernement (paragraphe 72) confirment que le Ghana estime que l'assistance technique est essentielle pour lui permettre de remplir tous les engagements qu'il a contractés aux termes des Accords de l'OMC. Il serait utile de savoir si le Ghana a commencé à préciser et à répertorier ses besoins en matière d'assistance technique relativement aux diverses activités de l'OMC.

II. Politique commerciale - Analyse par mesure

Droits appliqués aux textiles et aux vêtements: Page 37, paragraphe 26: Voir la référence à la progressivité des droits. Selon le graphique IV.6, la moyenne des droits applicables aux vêtements s'élève à environ 38 pour cent. Nous aimerions obtenir des précisions sur la moyenne des droits qui s'applique effectivement aux textiles et aux vêtements (matières premières, fils et fibres, tissus, articles confectionnés et vêtements)?

Taxe spéciale: Pages 36 et 37, paragraphe 25 et rubrique 5 iii) du rapport du gouvernement Il serait intéressant de savoir à quels produits textiles et vêtements s'applique la "taxe spéciale". Selon le graphique III.2, elle s'appliquerait aux lignes des chapitres 58, 61, 62 et 63 du SH (tissus spéciaux, etc., vêtements et articles textiles confectionnés), mais les lignes ne sont pas précisées.

Droits effectifs: Quelle serait la moyenne des droits effectifs pour les chapitres 50 à 63 du SH, soit les importations d'articles textiles et de vêtements (compte tenu des droits d'importation, de la taxe spéciale et de tous les autres droits applicables, tels que la TVA)?

"Normes et autres prescriptions techniques": page 46, paragraphes 56 à 63: Nous nous réjouissons du fait que le Ghana applique des normes internationales. Néanmoins, il est très difficile de savoir ce que l'on entend par la déclaration générale portant que toutes les normes sont obligatoires. Du point de vue des OTC, cela en ferait des règlements techniques pouvant faire sérieusement obstacle au commerce. Nous saurions gré au Ghana de préciser davantage cette question.

Mesures antidumping, mesures compensatoires et mesures de sauvegarde: Page 46, paragraphes 53 et 54: Nous notons que le Ghana n'a pas actuellement de loi prévoyant des mesures antidumping, compensatoires ou de sauvegarde. En fait, le Ghana lui-même a informé l'OMC (document G/ADP/N/GHA/1 en date du 6 mai 1999 relativement aux mesures antidumping). Ceci dit, qu'est-ce qui justifie l'imposition effective de mesures antidumping sous forme de "taxe spéciale à l'importation"? Quels sont les plans du Ghana pour faire en sorte que ces mesures soient conformes aux prescriptions de l'Accord antidumping de l'OMC, c'est-à-dire procéder à une enquête fondée sur des règles de procédures publiées en vue de déterminer qu'un dumping existe et que l'industrie nationale subit un dommage important, publier les résultats de l'enquête, permettre aux partis intéressés de réagir et prévoir une révision judiciaire officielle de la décision?

Subventions/Aide à l'exportation: Les paragraphes 86 à 93, aux pages 52 à 54, décrivent plusieurs programmes qui semblent constituer des subventions qui dépendent des résultats à l'exportation ("réduction de l'impôt sur les bénéfices", "Programme de zones franches du Ghana"). Cependant, dans la plus récente notification qu'il a adressée à l'OMC au titre de l'article 25.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (G/SCM/N/48/GHA, G/SCM/N/60/GHA, en date du 29 septembre 2000), le "Ghana affirme qu'il ne verse pas de subventions définies à l'article premier, paragraphe 1, de l'Accord". La CE félicite le Ghana d'avoir transmis une notification de subventions au titre de l'article 25.1 de l'ASMC et note que, à titre de pays en développement, le Ghana a le droit de verser des subventions au remplacement des exportations et des importations, par ailleurs interdites, mais que la notification semble incomplète puisqu'elle ne fait pas état des programmes précités (aux termes de cette disposition, il faut notifier toutes les "subventions spécifiques"). On peut se rappeler à cet égard que les allégements fiscaux sous forme de recettes

publiques sacrifiées constituent une subvention au sens de l'article 1.1 de l'ASMC et que, au titre de l'article 2.3 de l'ASMC, toute subvention subordonnée aux résultats à l'exportation ou à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés sera réputée spécifique. Le Ghana aurait-il l'obligance d'indiquer à quel moment il compte notifier ces programmes de subventions apparemment spécifiques à l'OMC au titre de l'article 25.1 de l'ASMC?

JAPON

Rapport du Secrétariat (WT/TPR/S/81)

III. Politique et pratiques commerciales - Analyse par mesure, 2) Mesures agissant directement sur les importations **Droits de douane**

(page 34, paragraphe 20)

Veuillez expliquer d'une manière concrète la "taxe spéciale à l'importation".

(page 37, paragraphe 29)

Selon le rapport, dans le secteur industriel, seul 1 pour cent des lignes tarifaires, soit très peu, a été consolidé.

Veuillez donner des précisions sur les possibilités d'accroître la portée des consolidations tarifaires pour les produits industriels.

Évaluation en douane

(pages 44 et 45, paragraphes 46 et 47)

Le rapport mentionne que "le Ghana a adopté le principe de la valeur transactionnelle conformément à l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane depuis le 1^{er} février 2000". Est-ce que les "mécanismes d'évaluation spéciaux" qui s'appliquent aux véhicules automobiles d'occasion importés, comme le souligne le paragraphe 47, sont conformes à l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane?

Antidumping

(page 46, paragraphe 54)

Selon le paragraphe 54 du rapport, le Ghana a introduit une taxe spéciale à l'importation qui a en partie pour objet de lutter contre les pratiques commerciales déloyales, mais "les textes qui permettent d'employer des taxes spéciales à l'importation afin de lutter contre le dumping ou de protéger les producteurs nationaux ne sont pas publics et n'offrent aucun moyen de recours". En outre, selon le paragraphe 53, le Ghana n'a pas actuellement de loi prévoyant des mesures antidumping. Le Japon y voit un problème, eu égard à l'objet de l'article VI de l'Accord général et à l'Accord antidumping. Non seulement le Ghana n'a pas actuellement de loi prévoyant des mesures antidumping, mais il n'a pas non plus rendu publics les textes mentionnés au paragraphe 54, puisque ces textes ne sont pas appelés des mesures antidumping, même si, en pratique, ils sont reconnus à ce titre. Le Japon demande au Ghana d'améliorer cette situation.

3) Mesures agissant directement sur les exportations

Aide à l'exportation

(page 52, paragraphe 87)

Selon la notification au titre de l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, le Ghana ne verse pas des subventions spécifiques au sens de l'article 2. Par ailleurs, le rapport indique que le Ghana aide les entreprises exportatrices par le biais d'une réduction de l'impôt sur les bénéfices. Le taux de l'impôt sur les bénéfices n'est que de 8 pour cent pour les exportateurs de produits non traditionnels, alors que le taux ordinaire est de 35 pour cent, quels que soient leurs résultats à l'exportation. En outre, un autre mécanisme incite directement à exporter au moyen d'un allègement de l'impôt sur les bénéfices dont peuvent bénéficier tous les exportateurs en fonction de la proportion de leur production qui est exportée. Le Japon estime que ces mesures représentent des subventions à l'exportation. Quelle est l'opinion du Ghana à cet égard?

Promotion et financement de l'exportation

(page 54, paragraphe 95)

Le rapport souligne que le Conseil de promotion des exportations du Ghana finance divers mécanismes de promotion des exportations et cite en exemple un programme qui aide les petits agriculteurs à négocier avec les exportateurs. Veuillez faire état des autres mesures que prend le Conseil.

4) Mesures agissant sur la production et le commerce

ADPIC

(page 58, paragraphe 110)

La période de transition prévue dans l'Accord sur les ADPIC a pris fin le 1^{er} janvier 2000 pour le Ghana. Selon le rapport, le Ghana a entrepris de modifier ses lois sur la propriété intellectuelle pour s'acquitter de ses engagements découlant de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez nous faire part de l'échéancier prévu pour le processus législatif.

Le Ghana a remis à plus tard l'examen de sa loi, qui devait avoir lieu à la réunion de novembre du Conseil des ADPIC, en raison des délais survenus dans l'établissement de ses règlements nationaux. Le Ghana est-il prêt à faire examiner sa nouvelle loi par le Conseil des ADPIC, qui doit se réunir en juin? Le cas échéant, le Japon aimerait recevoir le plus tôt possible une notification de la nouvelle loi ou une ébauche, pour que l'examen puisse bien se dérouler.

(page 58, paragraphe 110 et page 59, paragraphe 114)

Comment la nouvelle loi assurera-t-elle la protection des renseignements non divulgués? Cette protection sera-t-elle assurée dans le cadre des lois sur les pratiques anticoncurrentielles ou par l'adoption d'une loi *sui generis*? Veuillez nous faire part de l'échéancier prévu pour le processus législatif.

ÉTATS-UNIS

Rapport du Secrétariat

I. Environnement économique, 1) Introduction

Paragraphe 2

Le rapport du Secrétariat mentionne que le secteur manufacturier du Ghana est sous-développé et peu efficient, ce qui laisse entendre que le pays pourrait tirer grandement parti d'une libéralisation plus poussée des échanges. Quelles mesures le gouvernement prévoit-il de prendre pour libéraliser davantage le secteur manufacturier et en améliorer l'efficacité?

Paragraphe 3

La part que les exportations de marchandises du Ghana représentent dans le PIB n'a cessé de croître, passant de 18 pour cent à 28 pour cent entre 1993 et 1998. Le Ghana a également commencé à diversifier ses exportations pour cesser de dépendre presque entièrement des exportations de produits traditionnels, comme c'était le cas en 1986. Que fait le gouvernement pour favoriser cette tendance positive à l'accroissement des exportations de produits tant traditionnels que non traditionnels?

Paragraphe 4

Nous croyons comprendre que le gouvernement du Ghana a annoncé une politique de tolérance zéro pour ce qui est de la corruption. Le Secrétariat note que l'Office de répression des fraudes, organisme public indépendant, est chargé d'enquêter sur les cas de corruption dans le secteur public et de poursuivre les coupables. Nous félicitons le Ghana de cette initiative. Quelles autres mesures le gouvernement envisage-t-il pour appliquer cette politique?

2) Résultats économiques récents

Paragraphe 6

Depuis l'adoption du Programme de redressement économique au début des années 80, le Ghana a progressivement réduit et éliminé de nombreux obstacles au commerce. Le rapport du Secrétariat constate que de nombreux problèmes structurels persistent et qu'ils sont aggravés par le déficit budgétaire et d'autres déséquilibres qui se sont accentués depuis le milieu des années 90, ce qui a pénalisé les activités du secteur marchand. Que fait le gouvernement pour continuer d'alléger ce fardeau pour le secteur marchand?

3) Politiques macro-économiques, i) Politique budgétaire

Paragraphe 10

Le rapport du Secrétariat note que la cause profonde de la crise économique est la politique de relance budgétaire qui a provoqué un déficit excessif et que le contrôle budgétaire est insuffisant. Que fait le gouvernement pour accroître la transparence et le respect des obligations redditionnelles?

ii) Politique monétaire

Paragraphe 13

Le rapport du Secrétariat note que le niveau élevé des taux d'intérêt réels handicape beaucoup l'investissement des entreprises et l'activité économique, mais qu'il est peu probable qu'il puisse beaucoup baisser tant que les emprunts excessifs du secteur public continuent de peser sur le système bancaire. Est-ce que le gouvernement a commencé à emprunter moins des banques, de façon à libérer des ressources pour le secteur privé?

4) Résultats des échanges commerciaux et investissement étranger, i) Structure du commerce extérieur par produit

Paragraphe 18

Les exportations de produits non traditionnels du Ghana se sont accrues au cours des années 90. Par contre, le rapport du Secrétariat note que la diversification des exportations a ralenti. Que fait le gouvernement pour continuer d'augmenter les exportations de produits non traditionnels?

5) Perspectives

Paragraphe 28

Le rapport du Secrétariat note que la fragilité de la position extérieure et de la monnaie du Ghana va probablement persister tant que les réformes macro-économiques et structurelles n'auront pas déployé leurs effets. Une amélioration éventuelle des termes de l'échange aidera à redresser la situation à court terme, mais la volatilité des termes de l'échange ne disparaîtra pas. Que fait le gouvernement pour améliorer la gestion de l'économie afin d'assurer une croissance à long terme?

Paragraphe 29

Le Ghana est un des pays pilotes choisis par la Banque mondiale pour l'application du cadre général de développement. Comment le commerce s'intègre-t-il au cadre général de développement du Ghana?

Paragraphe 33

Le rapport du Secrétariat note que le développement du Ghana continue de se heurter à plusieurs obstacles importants, comme l'insuffisance des infrastructures et des compétences d'administration et de gestion, le laxisme budgétaire, le manque de transparence, la faiblesse des institutions et la mauvaise gestion des affaires publiques. Le rapport laisse entendre que, pour améliorer ses perspectives de développement, le Ghana doit absolument faire des réformes approfondies dans ces domaines et notamment continuer de libéraliser son régime de commerce extérieur et de réformer les entreprises paraétatiques. Quelle est la stratégie du gouvernement pour relancer les efforts de privatisation et la réforme des entreprises paraétatiques?

II. Politique commerciale: Cadre et objectifs, 3) Objectifs

Paragraphe 14

Dans le cadre du programme de redressement économique lancé au début des années 80, le gouvernement reste résolu à libéraliser le commerce extérieur et l'investissement. Le Programme de réforme du commerce extérieur et de l'investissement est conçu pour aider à élaborer un projet de

politique, qui permettra entre autres d'examiner les moyens de réformer le tarif douanier pour réduire les distorsions et promouvoir la compétitivité. La réforme tarifaire au Ghana a eu un impact notable sur les incitations au niveau des entreprises, en réduisant et en égalisant le niveau de la protection, et les exportations de produits manufacturés ont répondu de façon positive. Le gouvernement du Ghana prévoit-il de réduire davantage les droits de douane pour accroître la compétitivité du secteur manufacturier?

III. Accords et arrangements commerciaux, ii) Accords régionaux

Paragraphe 32

D'après les autorités ghanéennes, les préférences commerciales ont beaucoup contribué au développement des exportations du Ghana et notamment à l'accroissement récent des exportations de produits non traditionnels. Nous aimerions obtenir des précisions sur la question de savoir comment le Ghana a pu recourir à ces programmes importants.

Paragraphe 34

Quand le Ghana aura-t-il rempli toutes ses obligations à l'égard de la réduction des droits de douane parmi les pays membres de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)? Le Ghana a-t-il notifié à l'OMC les dispositions commerciales de la CEDEAO?

III. Politique et pratiques commerciales - Analyse par mesure, 1) Introduction

Paragraphe 2

Une taxe spéciale de 20 pour cent, introduite en février 2000, est perçue sur quelque 28 articles couvrant environ 7 pour cent de l'ensemble des lignes tarifaires. Le gouvernement a dit qu'il s'agissait là d'une mesure temporaire adoptée du fait de la chute des recettes de change et de l'instabilité des taux de change. Cependant, le rapport du Secrétariat laisse entendre que la récente introduction de la "taxe spéciale à l'importation" visait en partie à réagir aux préoccupations exprimées à l'égard de l'effet négatif de la concurrence des importations sur le marché intérieur. Veuillez expliquer cette différence d'interprétation et l'objet de la taxe spéciale à l'importation. S'agit-il d'une mesure liée à la balance des paiements? S'il s'agit d'une taxe temporaire, quand sera-t-elle abrogée?

2) Mesures agissant directement sur les importations, i) Enregistrement et documents

Paragraphe 9

Les prescriptions du Ghana en matière d'enregistrement, de production de documents et de dédouanement semblent alourdir grandement le processus d'importation. L'OMC recommande que les importateurs ne soient pas tenus de s'adresser à plus d'un bureau, si possible, pour obtenir les approbations voulues ou à trois, tout au plus. Les prescriptions du Ghana en matière d'importation sont-elles compatibles avec cette recommandation de l'OMC?

ii) Inspection douanière et dédouanement

Paragraphe 14

L'arriéré de marchandises à inspecter au port de Tema nuit au climat des affaires du Ghana. Que compte faire le Ghana pour régler ce problème?

iii) Droits de douane et taxes spéciales à l'importation, c) Autres droits et taxes

Paragraphe 30

Les États-Unis félicitent le Ghana de s'être engagé à procéder à la réforme de l'agriculture en appliquant des taux de droits consolidés à tous les produits agricoles. Cependant, les exemptions des droits de douane, qui ont été appliquées au fil des ans, ont rendu le régime tarifaire moins transparent. Le Ghana aurait-il l'obligance de fournir une liste détaillée des exemptions de droits de douane sur les produits agricoles en précisant le nom de l'organe qui administre chacune de ces exemptions?

Paragraphe 34

Le rapport du Secrétariat mentionne qu'une redevance douanière de 0,5 pour cent instituée par la CEDEAO s'applique aux produits provenant d'exportateurs autres que les membres de la CEDEAO depuis avril 2000. En a-t-on notifié le Comité des accords commerciaux régionaux? Sur quels fondements juridiques cette redevance s'appuie-t-elle? Comment cette redevance est-elle compatible avec les engagements que le Ghana a contractés en vertu du GATT?

e) Allégements et exemptions de droits

Paragraphe 37

Le rapport du Secrétariat note que le Ghana a plusieurs régimes d'allégements et d'exemptions de droits visant certains produits importés, qui sont appliqués en vertu de dispositions souvent assez vagues. La rationalisation de ces exemptions serait bénéfique dans la mesure où elle améliorerait la transparence tarifaire et supprimerait bon nombre des anomalies actuelles. Comment le gouvernement compte-t-il régler cette question?

iv) Évaluation en douane

Paragraphe 46

Le Ghana a adopté le principe de la valeur transactionnelle conformément à l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane depuis le 1^{er} février 2000. En outre, les autorités considèrent le remplacement de l'inspection avant expédition par une inspection à l'arrivée, intervenu en avril 2000, comme partie intégrante de l'application des engagements résultant de l'OMC. Les lois douanières nécessaires ont-elles été pleinement mises en œuvre?

vi) Mesures antidumping, mesures compensatoires et mesures de sauvegarde

Paragraphe 53

Le gouvernement du Ghana compte-t-il adopter des lois concernant l'antidumping ou les mesures compensatoires?

viii) Marchés publics

Paragraphe 71

À l'heure actuelle, le gouvernement applique plusieurs directives pour l'achat de matériel et de fournitures, ce qui, dans certains cas, rend le processus difficile à comprendre, surtout pour les entreprises étrangères. Une directive en date d'août 1999 permet d'accorder des marchés à des fournisseurs locaux, même si leurs prix sont supérieurs de 12,5 pour cent à ceux des produits

importés. Quels critères utilise-t-on pour déterminer les offres à retenir? Que fait le gouvernement pour rendre le processus plus transparent?

3) Mesures agissant directement sur les exportations, v) Aide à l'exportation, vi) Zones franches, vii) Promotion et financement de l'exportation

Paragraphe 86-97

Pour accroître la transparence, quand le Ghana notifiera-t-il à l'OMC ses régimes d'aide à l'exportation, et ses programmes de zones franches, de promotion et de financement de l'exportation?

4) Mesures agissant sur la production et le commerce, i) Incitations à l'investissement

Paragraphe 98

Les problèmes causés par la violation des droits de propriété du secteur privé par le Ghana nuisent au climat de l'investissement dans ce pays. Que compte faire le Ghana pour régler ce problème?

vi) Protection des droits de propriété intellectuelle

Paragraphe 111

Un projet de loi, qui permettrait au Ghana de se conformer à l'Accord sur les ADPIC a été déposé au Parlement, mais n'a jamais été soumis à un vote. Quand le nouveau gouvernement compte-t-il réintroduire et promulguer ce projet de loi?

IV. Politique commerciale - Analyse par secteur; 2) Produits agricoles et autres produits primaires; ii) Évolution de la politique agricole

Paragraphe 13

Des "incitations fiscales ciblées" représentent un des aspects de la stratégie du Ghana en matière d'exportation de produits agricoles. Pouvez-vous expliquer d'une manière plus complète les incitations fiscales ciblées, qui serviront à stimuler le marché des exportations du Ghana? Quels secteurs d'activité les incitations fiscales viseront-elles? Que comprendront les incitations fiscales en question?

iii) Politique par catégorie de produit

Paragraphe 17

Les États-Unis se réjouissent du fait que le Ghana a assoupli le monopole d'exportation des produits du cacao, qu'il détient par l'intermédiaire de l'Office de commercialisation du cacao. Le Ghana compte-t-il poursuivre la libéralisation de la commercialisation du cacao et, le cas échéant, selon quel échéancier?

3) Industries extractives et énergie, i) Industries extractives

Paragraphe 1

Pouvez-vous fournir plus de détails sur les incitations fiscales accordées aux mineurs aux termes de la "Loi de 1986 sur les mines et les minéraux" et la Loi de 1994 qui l'a modifiée? Par souci de transparence, le Ghana notifiera-t-il ce programme à l'OMC?

5) Services, iii) Télécommunications

Paragraphe 89

Le Ghana a adopté le document de référence sur les principes de la réglementation. La Direction nationale des communications, créée pour régulariser le marché, n'est pas encore devenue un mécanisme efficace pour régler le nombre croissant de plaintes contre les pratiques non concurrentielles de la Ghana Telecom, entreprise d'État du domaine des télécommunications. Le gouvernement dispose-t-il d'une stratégie pour rendre les services de télécommunication plus transparents en renforçant la capacité institutionnelle de la Direction nationale des communications?

Quelle stratégie le Ghana compte-t-il adopter pour régulariser les services relatifs au commerce électronique?

ANNEXE II

RÉPONSES PRÉSENTÉES PAR LA DÉLÉGATION DU GHANA

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

Canada, États-Unis, présentateur

Veillez faire état des mesures que le gouvernement du Ghana compte prendre pour équilibrer son budget.

Que fait le gouvernement pour améliorer la gestion de l'économie afin d'assurer une croissance à long terme?

Comme l'a déclaré le Président le 15 février 2001 dans son discours sessionnel au Parlement, le gouvernement s'est fixé comme objectif d'équilibrer le budget d'ici la fin de son premier mandat.

Les mesures que le gouvernement compte prendre pour réaliser cet objectif comprennent les mesures à court et à moyen terme suivantes:

Mesures à court terme

Programme de réduction de la dette intérieure

Les emprunts intérieurs excessifs, qui, en 2000, se chiffraient à plus de 1,3 milliard de dollars EU, ont eu un effet dévastateur sur l'économie.

Par conséquent, à court terme, le gouvernement explorera diverses façons de remplacer la dette intérieure à court terme de l'État par des effets à long terme, en vue d'alléger le fardeau des intérêts à court terme. À l'heure actuelle, les paiements d'intérêts sur la dette intérieure représentent 31 pour cent de l'ensemble des recettes intérieures.

Le gouvernement présentera un programme de réduction de la dette intérieure, par lequel il cherchera à obtenir des dons et des prêts à des conditions libérales pour réduire davantage la dette intérieure.

Les recettes découlant de la privatisation serviront à éponger la dette intérieure, réduisant ainsi le service de la dette intérieure qui est devenu le poste de dépenses le plus important.

Prix des produits pétroliers

Le secteur pétrolier est aux prises avec un problème structurel qui commande la rationalisation du prix des produits pétroliers. Les engagements totaux de la raffinerie de Tema s'élèvent actuellement à plus de 300 millions de dollars EU. Cette situation tient principalement à son incapacité de recouvrer toutes ses dépenses.

Pour régler ce problème, le gouvernement a augmenté, à compter du vendredi 23 février 2001, le prix des produits pétroliers, l'augmentation s'étant située entre 15 pour cent pour le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et 64,3 pour cent pour le supercarburant. Le gouvernement a également établi une formule de fixation des prix qui alignera automatiquement le prix des produits pétroliers des raffineries sur le cours international du pétrole brut et le taux de change courant. La formule

comprend des taxes et des redevances reliées au pétrole et permettra aussi aux produits pétroliers de contribuer aux recettes de l'État.

Citons, parmi d'autres mesures:

- étendre la discipline de prix aux ministères et organismes et resserrer la politique monétaire de la Banque du Ghana, notamment le financement des activités gouvernementales par la Banque centrale. Juguler l'inflation et assurer la stabilité macro-économique;
- réduire les nouveaux engagements de dépenses importants;
- améliorer l'efficacité des organismes productifs de recettes publiques. À cette fin, le gouvernement mettra en place des Conseils d'administration des organismes productifs de recettes publiques pour le fisc, la taxe sur la valeur ajoutée, ainsi que le Service des douanes et accises et de la prévention; et
- accélérer le recouvrement des arrérages d'impôts payables à l'État.

Mesures à moyen terme

À moyen terme, le gouvernement prendra les mesures suivantes:

- rendre plus professionnels et transparents les mécanismes d'appel d'offres et de marchés publics pour éviter la surfacturation du gouvernement et gagner la confiance du public dans l'intégrité du gouvernement;
- examiner la possibilité de permettre aux sociétés de distribution du pétrole de s'approvisionner auprès de la raffinerie de Tema ou d'importer du pétrole brut pour le faire raffiner à Tema, moyennant certains frais, ou d'importer directement les produits, selon l'option la plus économique;
- envisager la possibilité de privatiser la raffinerie de Tema et de confier à un organisme gouvernemental le soin de maintenir une réserve stratégique de produits pétroliers;
- organiser rapidement un audit complet des arrérages gouvernementaux envers le secteur privé et contester devant les tribunaux ceux qui paraissent douteux;
- revoir tous les contrats signés, mais qui n'ont pas encore été mis en œuvre, et utiliser des recours juridiques pour résilier ceux qui paraissent financièrement discutables;
- renforcer les fonctions reliées à l'établissement du budget, au contrôle des dépenses, à la comptabilité et au Trésor public;
- de la même façon, renforcer la Banque du Ghana, particulièrement pour ce qui a trait aux finances publiques et à la gestion du Trésor;
- accorder à la Banque du Ghana l'indépendance nécessaire pour poursuivre sa politique monétaire/anti-inflationniste; la Banque du Ghana cessera d'offrir des services bancaires pour les particuliers;

- améliorer la capacité des organismes de recouvrement des recettes publiques;
- raviver le processus de privatisation et le rendre plus transparent;
- cibler les dépenses publiques sur les principales priorités de développement, soit l'éducation, la santé, l'agriculture et l'infrastructure rurale et s'écarter des entreprises commerciales qui ont été presque invariablement politisées et exploitées à perte;
- se tourner vers le secteur privé – le stimuler activement pour favoriser la croissance et l'emploi (en partie pour "amortir" le choc de la diminution de l'effectif de la fonction publique) et diversifier les exportations, ce qui rendrait l'économie moins vulnérable et renforcerait aussi la base d'imposition. Créer une tribune favorisant un dialogue régulier entre le gouvernement et le secteur privé – il faudrait poursuivre la politique fiscale et monétaire en visant consciemment à établir un climat macro-économique favorable à la production commerciale du secteur privé.

Canada

Le gouvernement du Ghana a-t-il examiné les avantages de refléter ses initiatives de libéralisation de l'investissement dans l'AGCS pour encourager l'investissement étranger?

Le Ghana a déjà entrepris certaines initiatives de libéralisation de l'investissement dans le cadre des engagements contractés en vertu de l'AGCS. Ces initiatives seront vraisemblablement élargies, selon la mesure dans laquelle les négociations en cours tiendront compte des intérêts du Ghana.

Quelles mesures sont prises pour améliorer la gestion des affaires publiques du Ghana et renforcer ses institutions, notamment le pouvoir judiciaire, le système judiciaire et les organismes de réglementation?

Le gouvernement a pour politique de renforcer les institutions en place qui sont investies d'un mandat constitutionnel à cet égard. Ces institutions comprennent la Commission des droits de la personne et de la justice administrative, l'appareil judiciaire, la Commission nationale de l'éducation civique et même l'ensemble des médias. Le gouvernement veut aussi renforcer le Ministère du Vérificateur général, le Ministère du Comptable général et d'autres institutions de la société civile comme le Congrès des syndicats et l'Association du Barreau du Ghana. Si ces institutions sont renforcées et exécutent leurs fonctions d'une manière efficace, une saine gestion des affaires publiques s'ensuivra. L'affectation de ressources additionnelles pour renforcer la capacité pourrait compter au nombre des mesures précises à prendre. Par exemple, le gouvernement s'apprête à doubler le budget du pouvoir judiciaire.

Le gouvernement du Ghana dispose-t-il d'une structure institutionnelle pour mettre en œuvre les lois actuelles sur la concurrence?

Présentateur

Quelles mesures le gouvernement du Ghana compte-t-il prendre pour stimuler davantage la concurrence dans le secteur du cacao, qui compte actuellement 18 sociétés de négoce agréées et une société de négoce de produits agricoles?

Tout d'abord, le Ghana n'a pas encore de loi sur la concurrence. Il a cependant déposé un projet de loi qui suit le cours normal du processus législatif. Le gouvernement du Ghana ne dispose donc pas d'une structure institutionnelle pour mettre en œuvre la loi sur la concurrence. Le

gouvernement a l'intention de solliciter de l'assistance technique auprès d'organismes comme la CNUCED et auprès de sources bilatérales pour établir les institutions requises et former leur personnel dès que la loi sera adoptée.

S'agissant des mesures nécessaires pour stimuler la concurrence dans le secteur du cacao, il faut d'abord mentionner que la Produce Buying Company, anciennement la seule société de négoce de produits agricoles du gouvernement, a été privatisée et est maintenant cotée à la bourse du Ghana. Jusqu'ici, 27 sociétés de négoce ont été agréées, et l'on traite actuellement d'autres demandes de participation à la commercialisation interne du cacao.

Canada

Quelles mesures sont prises pour améliorer la gestion des affaires publiques du Ghana et renforcer ses institutions, notamment le pouvoir judiciaire, le système judiciaire et les organismes de réglementation?

Quels objectifs le gouvernement du Ghana poursuit-il dans les négociations sur l'agriculture et les services?

Dans le secteur des services, entre autres, le Ghana cherchera à mettre pleinement en œuvre les dispositions des articles IV (participation croissante des pays en développement) et XIX (libéralisation progressive), des crédits pour la libéralisation autonome et l'ouverture des secteurs où il dispose d'un avantage concurrentiel réel et éventuel, afin de profiter des occasions d'accès aux marchés, surtout dans le cadre du mode 4.

Le Ghana identifiera les secteurs de services qu'il doit libéraliser pour avoir accès aux nouvelles technologies qui réduiront les coûts de production et permettront aux producteurs de mieux soutenir la concurrence et d'offrir leurs produits aux consommateurs à meilleur prix. Entre autres, le Ghana sollicitera le maintien intégral de la structure actuelle de l'AGCS. En outre, le Ghana s'intéresse à la réduction ou à l'élimination négociée, si possible, des exemptions des obligations NPF.

S'agissant de l'agriculture, relativement à l'accès aux marchés, le Ghana cherchera à éliminer la progressivité des droits, les crêtes tarifaires et le maintien des marges préférentielles. Le Ghana estime aussi que les réductions tarifaires des pays en développement devraient se fonder sur les taux consolidés plutôt que sur les taux effectivement appliqués. Les pays en développement devraient aussi avoir la possibilité de recourir au mécanisme de sauvegarde spécial.

Pour ce qui concerne le soutien interne, le Ghana cherchera à réduire de beaucoup les mesures de soutien interne qui faussent le jeu des échanges, à resserrer les disciplines lorsqu'il a recours à des mesures relatives à la catégorie verte, à éliminer éventuellement les mesures liées à la catégorie bleue et à favoriser la souplesse pour permettre aux pays en développement dont le niveau de soutien MGS est nul de fournir du soutien aux termes de leurs programmes de développement. Le Ghana préconisera activement la création d'une catégorie de développement, qui permettra aux pays en développement de prendre les mesures voulues pour stimuler leur secteur de l'agriculture.

Pour ce qui concerne la concurrence des exportations, le Ghana appuie, entre autres, l'élimination des subventions à l'exportation que versent les pays développés, tandis que certains pays en développement devraient pouvoir accorder des subventions au sens des prescriptions de l'annexe VII de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Il faut mettre en œuvre l'article 10.2 en tenant compte des besoins spéciaux des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et des pays les moins avancés.

Union européenne

A-t-on établi un échéancier à l'égard des mesures précises à adopter pour réaliser les objectifs de Vision 2020?

Les objectifs de Vision 2020 seront atteints par l'intermédiaire d'une série de plans de développement à moyen terme, élaborés par la Commission de la planification et du développement national, qui prévoient les mesures nécessaires à la mise en œuvre de divers programmes pour atteindre les objectifs fixés. Les plans feront état des buts fixés, des calendriers pertinents et des coûts approximatifs et préciseront le nom des organismes chargés de leur mise en œuvre. La mise en œuvre des plans sera suivie et évaluée. Le premier plan de cette série a déjà été élaboré et portait sur la période 1997-2000.

Par ailleurs, l'ensemble du programme Vision 2020 est en cours de révision pour tenir compte du contexte actuel, et l'on établira de nouveaux buts et de nouveaux échéanciers.

Comment le Ghana consulte-t-il la société civile, y compris les ONG et le secteur privé, pour définir sa politique commerciale?

Le Ministère du commerce et de l'industrie tient régulièrement, tous les trimestres, des réunions avec la société civile, y compris avec des groupes du secteur privé, pour examiner les politiques, suivre les progrès réalisés et recommander des solutions aux problèmes auxquels se heurte le secteur du commerce et de l'industrie. Ces consultations aident le gouvernement à définir la politique commerciale du Ghana.

Les groupes du secteur privé qui participent aux réunions de consultation comprennent entre autres les suivants:

1. Ghana Employers Association (GEA)
2. Trade Union Congress (TUC)
3. Ghana Union of Traders' Association (GUTA)
4. Chambre nationale du commerce et de l'industrie (GNCCI)
5. Federation of Association of Ghanaian Exporters (FAGE)
6. Fondation de l'entreprise privée (PEF) et
7. Association of Ghana Industries

La PEF est en fait une organisation faîtière qui réunit divers groupes du secteur privé et qui sert à promouvoir les intérêts de ce secteur en exerçant une influence sur les politiques et la réglementation qui le concerne.

États-Unis

De nombreux problèmes structurels persistent et sont aggravés par le déficit budgétaire et d'autres déséquilibres qui se sont accentués au cours des années 90, ce qui a pénalisé les activités du secteur marchand. Que fait le gouvernement pour continuer d'alléger ce fardeau pour le secteur marchand?

Une des principales préoccupations du gouvernement consiste à rétablir la stabilité macro-économique et à régler le problème de la montée des taux d'intérêt en vue de le faire baisser et de stabiliser le cedi. Lorsque cet objectif sera atteint, la production s'améliorera.

Que fait le gouvernement pour améliorer la gestion de l'économie afin d'assurer une croissance à long terme?

Le gouvernement s'emploie à améliorer et à renforcer tous les organismes de surveillance pour assurer un contrôle efficace des dépenses publiques et veiller à ce que le gouvernement s'en tienne aux postes de recettes approuvés. Le gouvernement est en train d'adopter une loi conforme aux clauses constitutionnelles pertinentes, afin de rendre la Banque centrale plus indépendante.

Est-ce que le gouvernement a commencé à emprunter moins aux banques, de façon à libérer des ressources pour le secteur privé?

La nouvelle administration s'est engagée à équilibrer le budget et mettra donc un terme aux emprunts excessifs. En outre, on mettra systématiquement fin au recours aux emprunts publics.

Que fait le gouvernement pour continuer d'augmenter les exportations de produits non traditionnels?

Le problème tient aux contraintes liées à l'offre, attribuables à l'accès limité aux capitaux nécessaires, à une technologie désuète et aux coûts de production élevés. L'emballage représente un autre problème. Ces difficultés ont rendu le secteur non concurrentiel. La nouvelle administration a déclaré son intention de régler ces problèmes de toute urgence.

II. MESURES COMMERCIALES

Japon

Est-ce que les "mécanismes d'évaluation spéciaux" qui s'appliquent aux véhicules automobiles d'occasion importés sont conformes à l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane?

Ces mécanismes ne sont pas jugés incompatibles avec l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. Cela tient au fait que l'évaluation en douane des véhicules automobiles d'occasion importés se fonde sur leur valeur à la livraison, selon les indications fournies par les diverses compagnies de véhicules automobiles. Ces valeurs sont dépréciées comme il se doit, selon l'âge des véhicules en question.

États-Unis

Les lois douanières nécessaires ont-elles été pleinement mises en œuvre?

Comme il a été mentionné, le Ghana a commencé à mettre en œuvre l'Accord sur l'évaluation en douane le 1^{er} février 2000. Un projet de loi a été élaboré et fait actuellement l'objet des procédures législatives nécessaires.

Canada

Est-ce que le système de restitution des droits de douane sera amélioré pour faire en sorte que les exportateurs reçoivent des crédits qu'ils pourront défalquer des droits d'importation futurs, plutôt que d'attendre un remboursement pendant des années?

Le gouvernement examine déjà cette proposition. Il y a tout lieu de croire qu'elle sera adoptée.

Quelle est l'intention du gouvernement du Ghana à l'égard de la signature de l'Accord plurilatéral de l'OMC sur les marchés publics et de la demande de qualité d'observateur dans le cadre de cet accord?

La décision du Ghana de signer ou non un accord plurilatéral s'appuie sur une analyse coûts-avantages.

Le Ghana a déjà du mal à respecter les obligations qu'il a contractées au titre des divers Accords de l'OMC, en raison de l'insuffisance de ses capacités. Dans la mesure où il n'est pas tenu de le faire, le Ghana ne compte pas contracter d'autres obligations, tant qu'il ne sera pas mieux en mesure de les respecter.

S'agissant des procédures transparentes relativement aux marchés publics, le gouvernement ne trouve pas que ses procédures actuelles manquent de transparence, même si elles favorisent les fournisseurs nationaux.

Ceci dit, la réforme prévue du régime des marchés publics, qui comporte la codification des diverses règles qui seront administrées par un organisme central, comprendra aussi des mesures visant à rendre le régime plus transparent.

Prière d'expliquer la raison d'être de la consigne du "made in Ghana" et la préférence de prix officielle de 12,5 pour cent dont bénéficient les fournisseurs nationaux à l'égard des marchés publics.

Dans la foulée de la libéralisation rapide et généralisée des échanges au Ghana, de nombreuses industries locales éprouvent de la difficulté à survivre. Leurs problèmes se sont aggravés par la dévaluation marquée du cedi, les augmentations des taux d'intérêt et la difficulté d'obtenir du crédit à long terme. Cette situation est en train de provoquer un phénomène de désindustrialisation. Cependant, face à ces difficultés, le gouvernement est bien déterminé à ne pas faire marche arrière. Il s'est plutôt employé à exhorter et à encourager les Ghanéens à acheter des produits "fabriqués au Ghana" pour aider les industries vulnérables à se ressaisir et aussi pour économiser des devises étrangères. Il pourrait être intéressant pour les Membres de savoir que, exception faite de 1986, la balance commerciale du Ghana a toujours été déficitaire depuis 1985.

La préférence de prix officielle de 12,5 pour cent dont bénéficient les fournisseurs nationaux à l'égard des marchés publics s'explique de la même manière. Elle vise à aider les industries locales.

Par suite de la mise en œuvre du nouveau régime d'inspection à l'arrivée, le dédouanement peut prendre jusqu'à sept jours. Quelles mesures seront prises pour réduire ou éliminer ces délais?

Les délais sont principalement attribuables au fait que les importateurs ne respectent pas les procédures établies. Les importateurs sont tenus de produire certains documents 21 jours avant l'arrivée des marchandises, de façon que le processus de vérification puisse s'amorcer. Ces documents sont i) la formule de déclaration d'importation, ii) la facture proforma et iii) la formule de renseignements supplémentaires, et dix jours avant l'arrivée des marchandises, les importateurs doivent fournir 1) la facture définitive, 2) la liste de colisage et 3) le document d'expédition. Les autres renseignements nécessaires comprennent le tarif douanier exact, une description détaillée et exacte des marchandises – produit, marque, modèle, emballage et état (neuf ou d'occasion); quantité, origine et prix.

Le plus souvent, les importateurs ne respectent pas complètement ces procédures, d'où les délais de dédouanement. Il fallait cependant s'y attendre, puisqu'il s'agissait d'un nouveau régime. C'était une question de rodage. Le délai de dédouanement s'établit maintenant à environ quatre jours. Bon nombre d'importateurs sont maintenant bien au courant des procédures, et la situation devrait

s'améliorer davantage. Sur le plan des délais, ce régime vaut beaucoup mieux que le système d'inspection avant expédition.

Canada, présentateur

Quels changements seront apportés pour empêcher les autorités d'appliquer fréquemment des exemptions discrétionnaires sans obtenir des directives précises du Parlement?

Dans le cadre du programme de réforme des droits de douane, le gouvernement s'est fixé pour objectifs de restreindre la portée des exemptions, d'en réduire le nombre et, éventuellement, d'abaisser les droits de douane et les rendre uniformes. Cela comprendrait certainement la nécessité de définir les circonstances dans lesquelles les exemptions devraient être accordées, empêchant ainsi le recours fréquent aux exemptions discrétionnaires. Selon la Constitution, seul le Parlement peut accorder des exemptions, et cette prescription sera respectée.

Union européenne

À quels textiles et vêtements (lignes tarifaires) la taxe spéciale à l'importation s'applique-t-elle?

Hong Kong, Chine; Inde

Quand la "taxe spéciale à l'importation" de 20 pour cent sera-t-elle abrogée?

Union européenne

Pendant combien de temps le Ghana compte-t-il appliquer la taxe spéciale à l'importation?

Qu'est-ce qui justifie l'imposition de mesures antidumping sous forme d'une taxe spéciale à l'importation?

Que compte faire le Ghana pour rendre ces mesures conformes à l'Accord antidumping?

Japon

Veuillez expliquer d'une manière concrète la taxe spéciale à l'importation.

La taxe spéciale à l'importation de 20 pour cent a été introduite en avril 2000, à titre de mesure temporaire, en vertu de la Loi de 2000 portant modification des droits de douane et d'accise et autres taxes (Loi n° 578). À l'origine, la taxe s'appliquait aux 32 articles suivants, qui représentaient environ 7 pour cent de l'ensemble des lignes tarifaires. 61.01, 61.02, 61.04, 61.05, 61.06, 61.07, 61.08, 61.09, 61.10, 61.11, 61.12, 61.13, 61.14, 61.15, 61.16, 61.17, 62.01, 61.02, 61.03, 61.04, 62.05, 62.06, 62.07, 62.08, 62.09, 62.10, 62.11, 62.12, 62.13, 62.14, 63.09.

Cette taxe avait pour objectif de réserver les dépenses en devises aux secteurs productifs de l'agriculture, de l'exportation et de l'industrie manufacturière et de générer des recettes accrues pour contrer la baisse marquée du prix des principales exportations du Ghana, soit l'or, le cacao et le bois d'œuvre, ainsi que la montée en flèche des prix du pétrole et l'insuffisance des capitaux étrangers.

Comme il s'agissait bien d'une mesure temporaire, en septembre 2000, le champ d'application de la taxe a été revu et ramené à 26 produits correspondant à seulement 5 pour cent des lignes tarifaires. Ainsi, tous les articles visés aux chapitres 58, 61, 62 et 63 du SH ne sont plus assujettis à la taxe spéciale. Voici les lignes tarifaires exclues:

61.01.10.00.00	-	61.17.90.00.00
62.01.11.00.00	-	62.12.90.00.00
62.14.10.00.00	-	62.17.90.00.00
63.09.00.00.00		

Il convient de souligner que la taxe spéciale à l'importation ne constitue pas une mesure antidumping. Par ailleurs, le gouvernement aurait pu décider d'augmenter les droits de douane, puisque ceux qui sont perçus sur les articles assujettis à la taxe ne sont pas consolidés. Cette solution n'a cependant pas été retenue pour ne pas élargir l'éventail des droits.

Le gouvernement compte éliminer la taxe spéciale à l'importation dès que la situation qui en a provoqué l'introduction se sera améliorée.

Canada

Le gouvernement du Ghana prévoit-il d'appliquer ces consolidations de droits à d'autres secteurs que celui de l'agriculture? Dans l'affirmative, quand?

Japon

Veillez donner des précisions sur les possibilités d'accroître la portée des consolidations tarifaires pour les produits industriels.

La portée des consolidations tarifaires pour les produits industriels sera déterminée en fonction de la mesure dans laquelle le Ghana pourra réduire les droits de douane relatifs aux produits qui l'intéressent lors des prochaines négociations tarifaires, surtout au chapitre de la progressivité des droits de douane.

Canada

À l'heure actuelle, quelles mesures envisage-t-on de prendre pour éliminer les fuites des ventes des entreprises de zone franche vers le marché intérieur, qui dépassent le plafonnement permis, établi à 30 pour cent de la production?

Ces fuites préoccupent beaucoup le gouvernement qui a adopté un certain nombre de mesures afin d'y mettre un terme. En premier lieu, lorsqu'il approuve la création de nouvelles industries, le gouvernement favorise délibérément les entreprises dont les produits se sont toujours bien vendus sur les marchés étrangers. Citons, parmi d'autres mesures:

- a) approuver moins d'entreprises commerciales qui présentent une demande de permis d'exploitation en zone franche;
- b) procéder à un examen approfondi des échappatoires qui provoquent la fuite des ventes vers le marché intérieur;
- c) engager un plus grand nombre d'agents de surveillance au Bureau des zones franches et accroître le nombre de vérifications ponctuelles dans les usines;
- d) repenser les règles d'établissement de rapports de sorte que l'on puisse tirer des renseignements plus fiables des documents transmis par les entreprises de zone franche;

- e) punir sévèrement les entreprises installées dans les zones franches qui se livrent délibérément à ces pratiques. Les sanctions peuvent prendre la forme de la révocation de la licence et l'imposition de taxes rétroactives.

Le gouvernement s'efforce aussi de plus en plus d'améliorer l'accès des produits fabriqués dans les zones franches aux marchés des pays membres de la CEDEAO et encourage les entreprises à se procurer une licence en vertu du programme de libéralisation des échanges de la CEDEAO, pour rendre ainsi les marchés étrangers plus attractifs.

Union européenne, Suisse, États-Unis et Japon

Comment progresse la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC?

Un projet de loi portant sur toutes les catégories (dessins et modèles industriels, protection des variétés végétales, les schémas de configuration des circuits intégrés, les indications géographiques, les marques de fabrique ou de commerce et les brevets) a été déposé au Parlement, et son adoption figure en tête du programme législatif. Comme le programme législatif était chargé, le Parlement précédent n'a pu faire adopter le projet de loi. Les membres du Parlement sont actuellement sensibilisés à l'importance du projet de loi, qui, espère-t-on, sera bientôt adopté.

Union européenne

Quelles sont les ressources humaines et les capacités techniques nécessaires pour mettre en œuvre les Accords de l'OMC et les accords régionaux ou bilatéraux? Dans quelle mesure le secteur privé participe-t-il à l'établissement des accords commerciaux régionaux?

D'après notre expérience, compte tenu de la complexité des Accords de l'OMC, il faut consacrer beaucoup plus de ressources, du point de vue du renforcement des institutions et des capacités, à la mise en œuvre de ces Accords qu'à celle des accords régionaux ou bilatéraux. Le secteur privé participe à l'établissement des accords commerciaux régionaux par l'entremise de la Fondation de l'entreprise privée, organisation faîtière des associations du secteur privé au Ghana.

Quels sont les besoins du Ghana en matière d'assistance technique dans les divers secteurs d'activité de l'OMC?

Le Ghana a fait état de ses besoins en matière d'assistance technique dans le cadre du Plan triennal d'assistance technique 2001-2003 de la Division de la formation du Secrétariat de l'OMC. Les domaines qui intéressent le Ghana comprennent:

- Les centres de référence de l'OMC
- Loi nationale sur les correctifs commerciaux
- Base de données intégrée
- Interprétation d'Accords spécifiques de l'OMC

Union européenne et Japon

Les divers allègements fiscaux accordés par le gouvernement sont des subventions, mais sa notification ne mentionne pas les programmes en vertu desquels ces allègements sont accordés. Le Ghana peut-il indiquer à quel moment il compte notifier ces programmes de subventions apparemment spécifiques à l'OMC?

Le Japon estime que les allégements fiscaux accordés aux exportateurs représentent des subventions à l'exportation. Quelle est l'opinion du Ghana à cet égard?

Le Ghana estime que ce ne sont pas là des subventions, mais bien de mesures d'incitation offertes à tous. Par contre, si les Membres estiment qu'elles doivent faire l'objet d'une notification, les mesures voulues seront prises pour que cela se fasse rapidement.

Hong Kong, Chine

Quels sont l'échéancier et le plan d'action concernant la transition des normes obligatoires aux normes volontaires?

Toutes les normes ghanéennes sont obligatoires en vertu des instruments législatifs LI 662 et LI 664 de 1970 (*Ghana Standards Certification Mark Rules 1970, LI 662*).

Cependant, le gouvernement a l'intention de les remplacer par des normes volontaires et de n'appliquer la certification obligatoire qu'aux produits qui touchent la santé et la sécurité.

Le projet de loi sur la certification obligatoire sélective est en cours de préparation au Ministère du Procureur général et devrait bientôt être présenté au Parlement. Nous ne pouvons pas préciser la date exacte de la promulgation de cette loi, mais nous prévoyons qu'elle entrera en vigueur plus tard cette année (2001). Le Secrétariat de l'OMC et les pays Membres en seront alors notifiés en conséquence.

Canada et présentateur

Quels progrès ont été accomplis jusqu'ici pour réaliser les objectifs du Traité révisé de 1993 de la CEDEAO?

- a) Il existe un visa d'entrée libre de 90 jours pour tous les membres de la CEDEAO, afin d'assurer la libre circulation des personnes.
- b) Il existe aussi un certificat de voyage de la CEDEAO.
- c) En mai 2000, un passeport de la CEDEAO a été institué; il sera délivré en même temps que les passeports nationaux pendant une période transitoire de cinq ans, afin de permettre l'élimination graduelle des passeports nationaux.

S'agissant des marchandises, tous les obstacles physiques le long des frontières des pays membres ont été éliminés, sauf un dans chaque pays. Pour ce qui concerne les services, les mouvements de capitaux et le droit de résidence et d'établissement, très peu de progrès ont été accomplis.

Canada

Quelles mesures le gouvernement du Ghana poursuit-il pour accroître les exportations vers ses voisins de la CEDEAO?

Les mesures que le gouvernement du Ghana poursuit pour accroître ses exportations vers ses voisins de la CEDEAO comprennent le Programme des zones franches, le Programme de portes d'entrée et de sortie et le mécanisme de procédure rapide.

États-Unis

Les exigences du Ghana en matière d'importation sont-elles conformes à la recommandation de l'OMC portant que les importateurs ne soient pas tenus de s'adresser à plus d'un bureau, si possible, pour obtenir les approbations voulues ou à trois, tout au plus?

La formule de déclaration d'importation, délivrée automatiquement par le Ministère du commerce et de l'industrie, constitue le principal document requis de l'importateur. Aucune approbation n'est nécessaire à cet égard. Elle doit être présentée pour chaque inspection 21 jours avant l'arrivée des marchandises. On procède ensuite au dédouanement. L'importateur doit aussi, entre autres exigences, fournir certains documents d'importation au Conseil des chargeurs du Ghana. On continuera d'examiner de près les procédures d'importation et de dédouanement pour veiller à ce qu'elles soient limitées au strict minimum.

III. POLITIQUES SECTORIELLES**Canada**

Veillez indiquer si le gouvernement compte libéraliser les services de télécommunication (duopole) avant 2002. Dans la négative, veuillez préciser pourquoi pas.

Le gouvernement a l'intention de revoir l'accord de duopole en vue d'ouvrir ce secteur à une plus grande participation du secteur privé. Par conséquent, Ghana Telecom sera bientôt privatisée davantage pour permettre une plus grande participation du secteur privé.

Les compagnies d'assurance étrangères seront-elles autorisées à participer au capital social des entités privatisées?

Oui. Le gouvernement leur permettra de participer au capital social, mais toute cette question est à l'étude.

États-Unis

Quelles mesures le gouvernement prévoit-il de prendre pour libéraliser davantage le secteur manufacturier et en améliorer l'efficacité?

Le faible niveau de technologie demeure le principal problème. Le gouvernement compte redresser cette situation en transmettant les résultats de la recherche et du développement au secteur manufacturier et en favorisant sa restructuration par des mesures d'incitation.

Le gouvernement est en voie d'établir le Fonds d'investissement du Ghana, société de capital-risque, en vue de fournir des capitaux à long terme pour permettre la modernisation des usines et de l'équipement.

Suisse et Japon

Veillez préciser comment la nouvelle loi prévoit de protéger les renseignements non divulgués.

La Section 5 du nouveau projet de loi, qui protège les renseignements non divulgués, se lit comme suit:

1. "Toute action ou pratique qui, dans le cours normal des activités industrielles ou commerciales, entraîne la divulgation, l'acquisition ou l'utilisation de renseignements secrets sans le

consentement du titulaire légitime de ces renseignements et d'une manière contraire aux usages commerciaux honnêtes, constitue un acte de concurrence déloyale.

2. La divulgation, l'acquisition ou l'utilisation de renseignements secrets sans le consentement du titulaire légitime de ces renseignements, peut, en particulier, découler des pratiques suivantes:

- a) espionnage industriel ou commercial;
- b) rupture de contrat;
- c) abus de confiance;
- d) incitation à se livrer à l'une ou l'autre des pratiques mentionnées aux alinéas a) à c)
- e) acquisition de renseignements secrets par des tiers qui savaient que ladite acquisition impliquait une des pratiques mentionnées aux alinéas a) à d) ou qui ont fait preuve d'une grave négligence en l'ignorant.

3. Pour les fins de la présente section, les renseignements sont des "renseignements secrets" si

- a) dans leur intégralité ou selon l'agencement précis de leurs composantes, ils ne sont pas généralement connus des personnes qui évoluent dans les milieux qui traitent normalement du genre de renseignements en question ou qui n'y ont pas facilement accès;
- b) ils ont une valeur commerciale du fait de leur caractère secret; et
- c) le titulaire légitime a pris des mesures raisonnables dans les circonstances pour garder ces renseignements secrets.

4. Toute action ou pratique exécutée dans le cours normal des activités industrielles ou commerciales sera réputée un acte de concurrence déloyale si elle constitue ou produit:

- a) une utilisation commerciale déloyale de données secrètes relatives à des essais ou autres, qui ont nécessité des efforts considérables et qui ont été transmises à une autorité compétente en vue d'obtenir l'approbation de la commercialisation de produits chimiques pharmaceutiques ou agricoles, qui utilisent de nouvelles composantes chimiques; ou
- b) la divulgation de ces données, sauf dans les cas suivants:
 - i) ces renseignements sont nécessaires à la protection du public; et
 - ii) des mesures sont prises pour protéger les données contre toute utilisation commerciale déloyale."

États-Unis

Le Ghana notifiera-t-il les incitations fiscales accordées aux mineurs aux termes de la "Loi de 1986 sur les mines et les minéraux"?

Les incitations fiscales accordées aux termes de la loi précitée comprennent les suivantes:

Indemnités de capital:

- a) amortissement ou indemnité de capital correspondant à 75 pour cent des dépenses d'équipement engagées au cours de l'année où l'investissement a été effectué et à 50 pour cent les années suivantes;
- b) subvention à l'investissement de 5 pour cent.

Autres avantages:

- a) exemption du versement des droits de douane sur les machines et les équipements et accessoires importés spécifiquement et exclusivement pour le début des activités d'exploitation minière et, par la suite, dispense additionnelle des droits de douane et d'accise, selon les indications de la Liste portant sur les industries extractives;
- b) exemption d'impôt sur le revenu accordée au personnel au titre des logements meublés situés au site minier;
- c) quote-part personnelle de transfert de fonds pour les travailleurs expatriés, exemptée de toute taxe imposée dans le cadre de toute disposition législative visant le transfert de devises à l'extérieur du Ghana.

Des mesures seront bientôt prises pour notifier ces mesures d'incitation.
